

# CARTES SUR TABLE

2026

Ce que la France ne peut plus ignorer



**Patrick Martin**  
Président du MEDEF

## CARTES SUR TABLE : L'ÉCONOMIE À PORTÉE DE MAIN

« *Tout est économie* ». C'est ainsi que nous devrions aborder la montagne de défis qui se dresse devant la France et l'Europe : emploi et pouvoir d'achat, ruptures technologiques, ambitions concurrentielles des grandes puissances, recomposition du commerce international et des chaînes de valeur, situation des comptes publics, investissements d'avenir...

Ce primat de l'économie qui fonde l'action du MEDEF est de plus en plus malmené.

Malmené par des approximations, des contrevérités, des mensonges par omission, des promesses démagogiques qui, si elles étaient appliquées, iraient à l'encontre même des objectifs prétendument recherchés.

Malmené également par une confusion dans l'ordre des facteurs : on débat du partage de la valeur avant même de se donner les moyens de la créer et de l'accroître. On érige le plein emploi en priorité sociale, sans chercher à stimuler le niveau d'activité, premier moteur des recrutements, ou à investir sur la formation — celle des jeunes en particulier. On s'étonne du déclassement technologique de la France et de l'Europe en freinant par une fiscalité record les capacités d'investissement et donc d'innovation des entreprises.

Ces contresens économiques abusent l'opinion et égarent la décision publique.

La rationalité économique doit redevenir la norme et guider chacune de nos décisions stratégiques.

En 1958, avant d'engager tant de réformes qui ont redressé la France, le général De Gaulle avait commencé par rétablir les fondamentaux économiques avec le succès que l'on sait.

Placer l'économie au centre du jeu, remettre de la rationalité dans des débats qui en manquent cruellement, resituer la France et l'Europe dans un environnement international bien plus large, promouvoir la contribution majeure des entreprises à la prospérité économique et sociale, c'est tout l'objectif de *Cartes sur table*.

Le format est simple : 1 carte, 1 idée, 1 visuel.

Grâce à chacune de ces fiches thématiques, pédagogiques, chiffrées, placées dans une perspective internationale, vous aurez toutes les cartes en main pour décrypter les grandes mutations à l'œuvre : IA, climat, énergie, éducation, concurrence internationale, etc.

L'ampleur de ces défis, leurs répercussions sur les façons de travailler, de produire, d'échanger, et même d'apprendre, sont trop grandes pour se les laisser confisquer.

Nous avons besoin de débats plus lucides, plus informés, plus conscients du monde qui nous entoure.

**Ne perdons plus de temps. Jouons cartes sur table.**



## **1/ L'EUROPE ET LA FRANCE N'ONT PAS PRIS LA MESURE DES RUPTURES EN COURS** P. 6

- 1.1 Des ruptures majeures p. 9
- 1.2 Une Europe qui décroche p. 27
- 1.3 Une France déclassée p. 37

## **2/ RÉFORMER LA FRANCE EN PROFONDEUR POUR REDONNER ESPOIR ET CONFIANCE AUX FRANÇAIS ET AUX ENTREPRISES** P. 54

- 2.1 Redonner espoir aux Français p. 57
- 2.2 Redonner confiance aux entreprises p. 81

## **INDEX DES SOURCES** P. 114

*N. B. : Chaque fiche comporte un QR code (également mentionné dans l'index), permettant d'accéder aux données sources utilisées pour réaliser les graphiques.*

# 1

## L'EUROPE ET LA FRANCE N'ONT PAS PRIS LA MESURE DES RUPTURES EN COURS

### Le monde a changé. Pas nous.

En vingt ans, l'Europe a perdu un tiers de son poids économique mondial. Avec des stratégies prédatrices systémiques, la Chine est devenue le premier fournisseur d'une majorité de pays – y compris désormais sur des produits de haute technologie. Les États-Unis, eux, conservent leur avance technologique, financière et énergétique : leurs entreprises paient leur électricité trois fois moins cher que les nôtres, et si nous n'y prenons pas garde, elles maîtriseront nos données – avec les immenses enjeux financiers et de souveraineté qui en découlent. D'autres puissances émergent à travers le monde, avec de grandes ambitions.

Ce décrochage tend, en plus, à s'accélérer. L'intelligence artificielle en est l'exemple le plus brutal. Entre 2013 et 2024, les États-Unis ont attiré 471 milliards de dollars d'investissements privés dans l'IA. La Chine suit, portée par une stratégie industrielle assumée et un soutien public massif. L'Union européenne, elle, n'a capté que 50 milliards de dollars, dont 11 milliards pour la France. Là où Washington mobilise le capital-risque à très grande échelle et où Pékin aligne État, finance et industrie, l'Europe avance en ordre dispersé, freinée par la fragmentation de ses marchés de capitaux et par une inflation normative qui dissuade plus qu'elle ne protège. Selon le rapport Draghi, ce seul retard technologique pourrait amputer le PIB européen de 15 à 20 % d'ici 2030. Le même scénario se rejoue sur les semi-conducteurs, le quantique, les biotechnologies, les technologies climatiques.

Et au sein de cette Europe qui décroche, la France décroche encore.

Notre productivité recule depuis 2019. Nous travaillons moins que nos voisins. Notre dette publique est passée de 67 % du PIB en 2004 à plus de 115 % aujourd'hui ; celle de l'Allemagne est restée stable, autour de 60 %. Notre école ne transmet plus à tous les fondamentaux. Et notre modèle social, longtemps notre fierté, s'épuise faute d'une base productive suffisante pour le financer, et d'une capacité collective à en réguler le coût.

Le résultat est un cercle vicieux : moins de production, moins de croissance, moins d'investissement, moins de pouvoir d'achat, moins de confiance. Nous vivons désormais à crédit jusqu'au jour où nos créanciers, majoritairement étrangers siffleront la fin de la récréation.

Ces ruptures – géopolitiques, industrielles, technologiques, énergétiques, démographiques, budgétaires – sont là. Elles ne disparaîtront pas en invoquant la grandeur passée. La seule question qui vaille est de savoir si nous acceptons enfin de les regarder en face, pour redonner à notre pays le rang qu'il mérite, pour ressouder notre collectif national autour d'une ambition et d'une fierté partagées.

**C'est l'objet de cette première partie :  
mettre cartes sur table.**

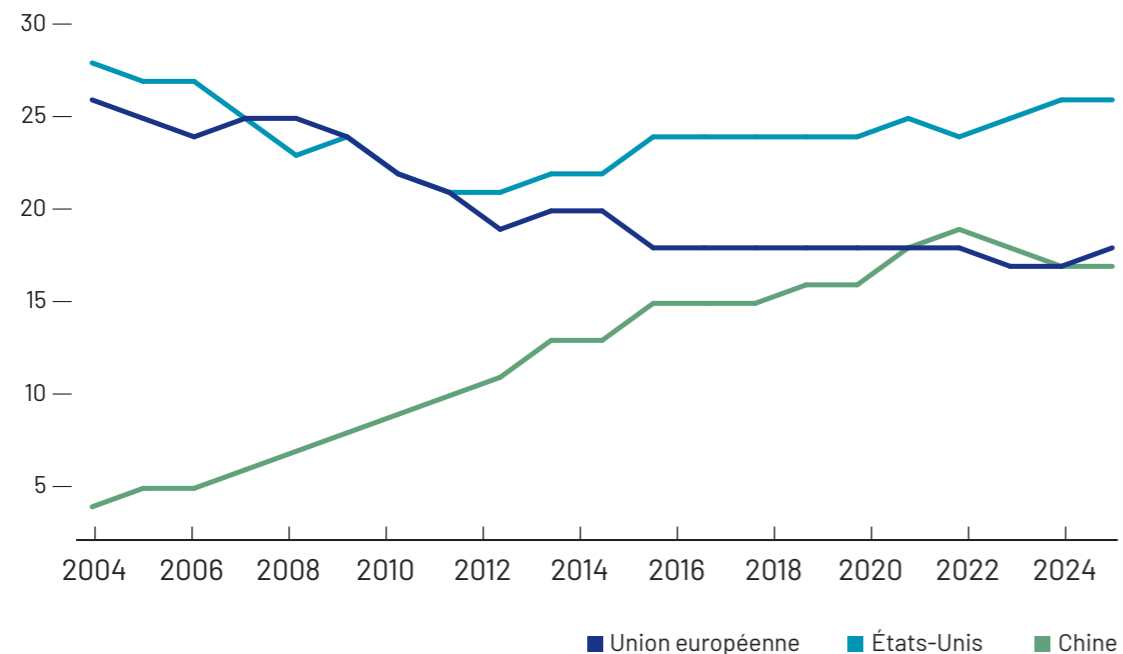


## 1.1 DES RUPTURES MAJEURES

Rupture des hiérarchies dans l'économie mondiale	p. 10
Rupture des dynamiques du commerce mondial de marchandises	p. 12
Rupture des rapports de force mondiaux	p. 14
Rupture des dominations technologiques	p. 16
Rupture de l'intelligence artificielle	p. 18
Rupture des flux de capitaux	p. 20
Rupture énergétique	p. 22
Rupture climatique	p. 24

# RUPTURE DES HIÉRARCHIES DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE

Poids relatif dans le PIB mondial (en pourcentage)



Source : FMI.

**En vingt ans, l'Union européenne a perdu un tiers de son poids économique mondial.** En 2004, l'Union européenne pesait 26 % du PIB mondial, un niveau proche de celui des États-Unis (28 %). En 2024, elle n'en représente plus que 18 %. Les États-Unis se sont globalement maintenus. La Chine a quadruplé sa part grâce à une croissance annuelle moyenne de 7,5 %, portée par une politique industrielle offensive et une intégration accélérée aux chaînes de valeur mondiales.

La croissance européenne, à peine supérieure à 2 % par an, est trop faible pour maintenir le rang du continent. Trois fragilités structurelles expliquent ce décrochage : la désindustrialisation, le coût élevé de l'énergie et la fragmentation persistante du marché intérieur.

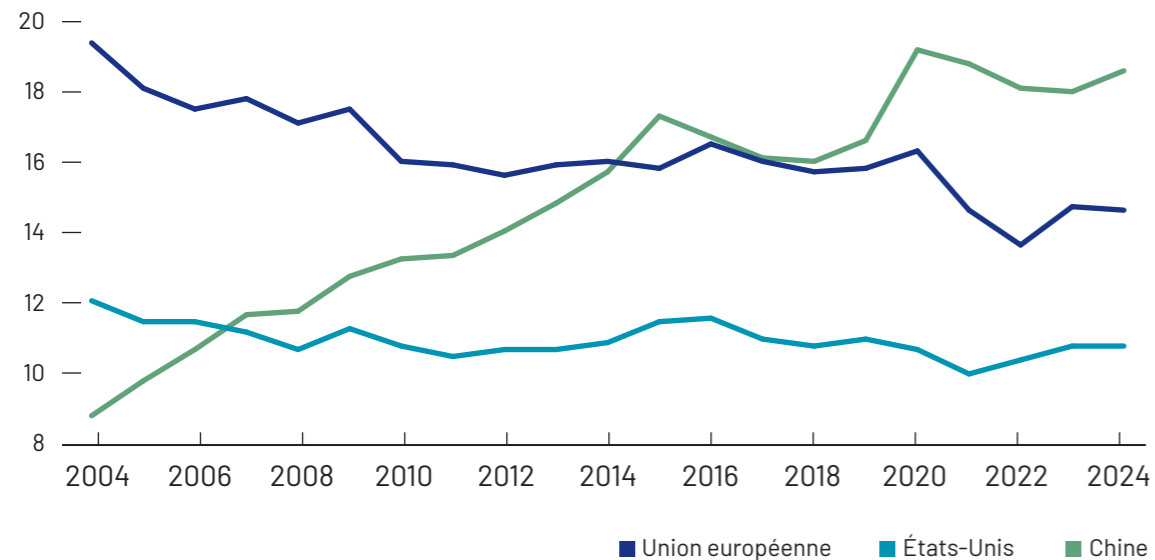
Le risque est que le centre de gravité économique mondial s'éloigne durablement de l'Union européenne. Sans réaction, le vieux continent deviendra une périphérie, incapable de peser sur les décisions globales.

Pour inverser cette dynamique, l'Union européenne doit s'inspirer des stratégies industrielles offensives de la Chine et des États-Unis. Elle doit dépasser ses clivages internes, surmonter ses faiblesses structurelles et multiplier les alliances avec les futures grandes puissances pour retrouver une place centrale dans l'économie mondiale.

>> L'Union européenne perd du terrain face aux États-Unis et à la Chine.

# RUPTURE DES DYNAMIQUES DU COMMERCE MONDIAL DE MARCHANDISES

Parts de marché à l'export de marchandises (en pourcentage)



Source : Eurostat.

**L'Union européenne recule dans le commerce mondial de marchandises.** En vingt ans, sa part à l'export est passée de 20 % à 15 %. Ce déclin est le reflet d'une désindustrialisation structurelle qui affaiblit la base productive du continent. Dans le même temps, la Chine a plus que doublé sa part de marché, passant de 9 % à 19 %, devenant le premier exportateur mondial. Cette progression résulte d'une meilleure intégration aux chaînes de valeur, d'une montée en gamme et d'une politique industrielle active. Les États-Unis restent stables, autour de 10-12 %.

L'Union européenne manque d'une stratégie commerciale et industrielle commune assumée. Elle ne protège pas suffisamment son industrie et ne sécurise pas assez ses chaînes d'approvisionnement face à des concurrents mieux organisés.

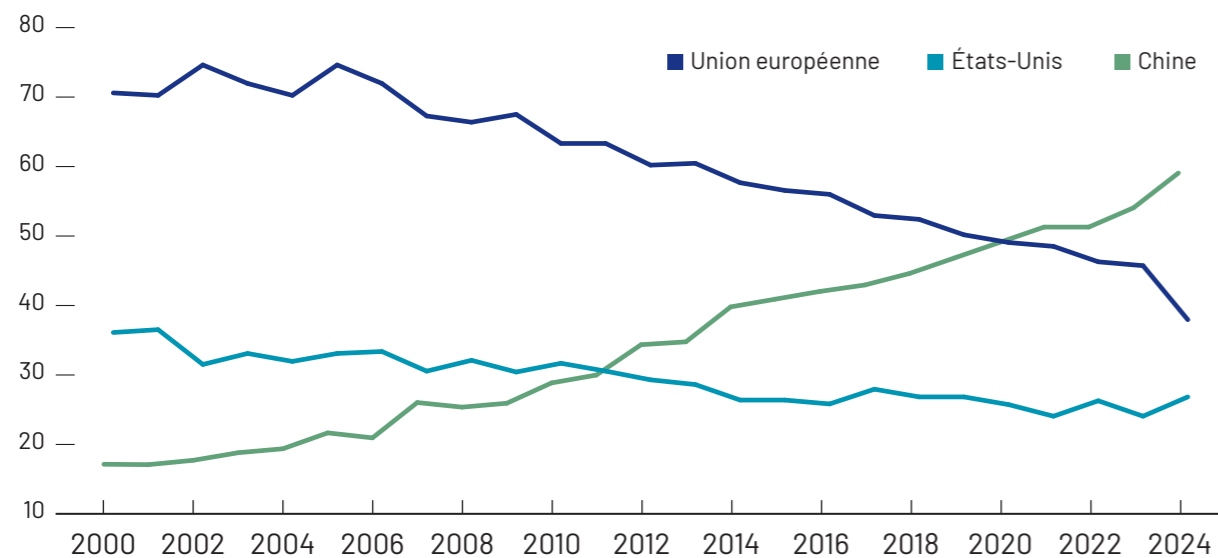
Dans un monde multipolaire, l'Europe ne peut rester spectatrice. Elle doit déployer une diplomatie économique plus offensive et multiplier les partenariats industriels et technologiques, notamment avec la Chine et l'Inde.

Pour regagner des parts de marché, elle doit bâtir une politique commerciale ambitieuse, défendre ses intérêts avec fermeté et sécuriser des alliances stratégiques de long terme.

>> Les pertes de parts de marché dans les échanges internationaux reflètent la désindustrialisation de l'Union européenne.

# RUPTURE DES RAPPORTS DE FORCE MONDIAUX

Part des pays dans le monde dont le principal partenaire d'importation est :  
soit les États-Unis, soit l'Union européenne, soit la Chine (en pourcentage)



N. B. : Le « principal partenaire » d'un pays correspond au pôle (États-Unis, Union européenne ou Chine) d'où provient la plus grande part des importations dudit pays.  
Source : calculs à partir des données du FMI.

**Au début des années 2000, l'Union européenne était le principal fournisseur de près de 60 % des pays du monde.** Les États-Unis l'étaient pour environ 28 % des pays, et la Chine pour à peine 10 %. L'Europe dominait sans conteste le commerce mondial. En vingt ans, la bascule est spectaculaire. La part des pays dont la Chine est le premier fournisseur a été multipliée par cinq, passant de 10 % à plus de 50 % en 2024. Le croisement des courbes s'est opéré autour de 2013 : depuis, la Chine ne cesse de creuser l'écart. Les États-Unis sont restés assez stables, autour de 25 %.

Cette progression chinoise s'est faite presque intégralement aux dépens de l'Europe, dont la part a chuté de 60 % à environ 30 %. En Asie, en Afrique et en Amérique latine, la Chine a supplanté l'Europe grâce à des politiques industrielles et commerciales offensives et à une compétitivité-prix redoutable.

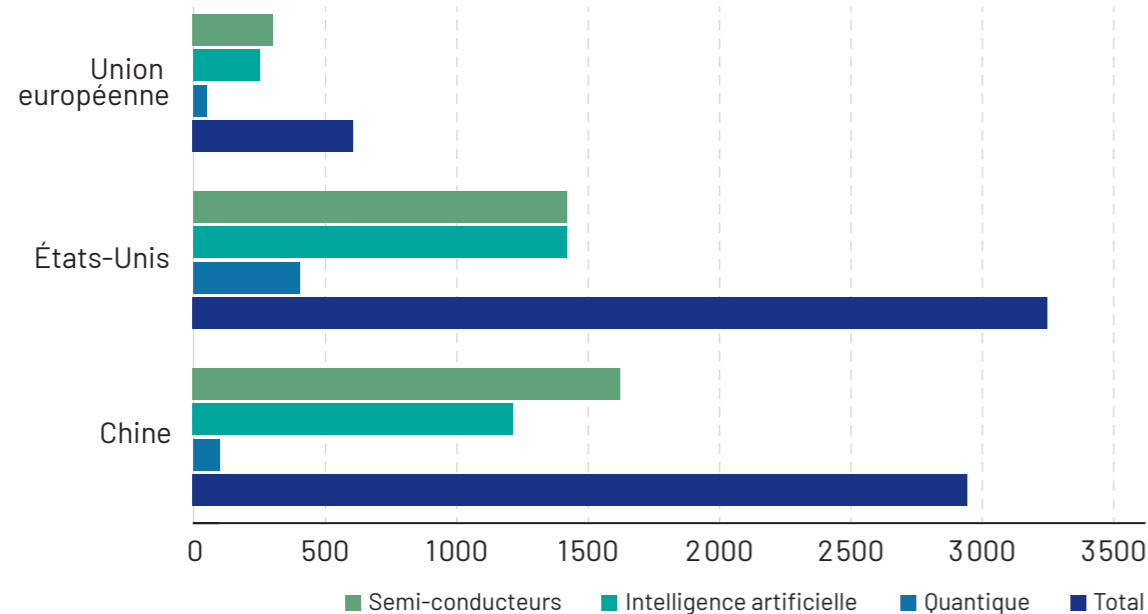
La mondialisation n'a pas effacé les rapports de force : elle leur a donné une nouvelle carte. L'Europe a perdu sa position de premier partenaire commercial d'une majorité de pays du monde, ce qui affaiblit son influence diplomatique et sa capacité à défendre ses intérêts.

Dans cette compétition durcie, l'Union européenne ne préservera sa souveraineté qu'en redevenant plus compétitive. Sans gains de productivité, sans base industrielle solide et sans capacité à projeter ses intérêts, l'indépendance stratégique restera un objectif proclamé, non une réalité.

>> La Chine a gagné beaucoup de terrain là où l'Union européenne en a perdu.

# RUPTURE DES DOMINATIONS TECHNOLOGIQUES

Nombre d'innovations de rupture\* entre 2019 et 2023



\* Innovations radicales qui transforment un secteur, créent de nouveaux marchés ou rendent des technologies existantes obsolètes.  
Source : Bruegel.

**Le leadership technologique ne se joue plus sur la seule croissance de l'investissement industriel. Il repose désormais sur les technologies de rupture :** intelligence artificielle, semi-conducteurs, quantique, biotechnologies, technologies climatiques et cybersécurité.

Dans ces domaines, l'Union européenne est distancée. Entre 2019 et 2023, elle n'a produit que 600 innovations de rupture, soit dix fois moins que les États-Unis et la Chine cumulés. Elle accuse un déficit d'investissement productif de 800 milliards d'euros par an.

Ce retard compromet la capacité européenne à maîtriser les technologies structurantes, et donc à créer de la valeur. Selon le rapport Draghi (2024), l'Union européenne pourrait perdre entre 15 et 20 % de son PIB potentiel d'ici 2030 si l'écart persiste.

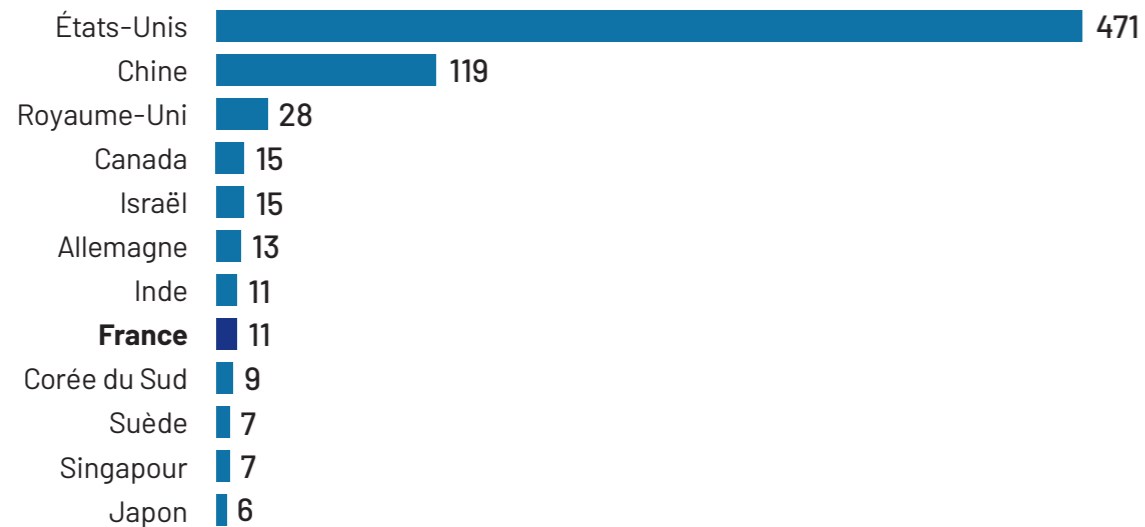
L'Europe n'est pourtant pas dépourvue d'atouts. Elle dispose de talents, de centres de recherche d'excellence et d'un marché intérieur de 450 millions de consommateurs.

Mais les investissements dans les technologies critiques restent trop timides, freinés par des obstacles réglementaires et financiers. L'Europe doit lever ces freins et orienter massivement ses ressources vers l'innovation de rupture pour rester dans la course.

>> **Le retard technologique pourrait amputer jusqu'à 20 % du potentiel européen de croissance à moyen terme.**

# RUPTURE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Investissements privés mondiaux dans l'IA par zone géographique entre 2013 et 2024 (en milliards de dollars)



Source : 2025 AI Index Report, Université de Stanford.

**Les États-Unis dominent l'investissement privé dans l'IA avec 471 milliards de dollars entre 2013 et 2024.** La Chine suit, portée par de grands groupes et un écosystème dynamique soutenu par l'État.

L'Union européenne n'a capté que 50 milliards de dollars sur la même période, dont 11 milliards de dollars pour la France. Cet écart considérable reflète un retard structurel dans le financement de l'innovation.

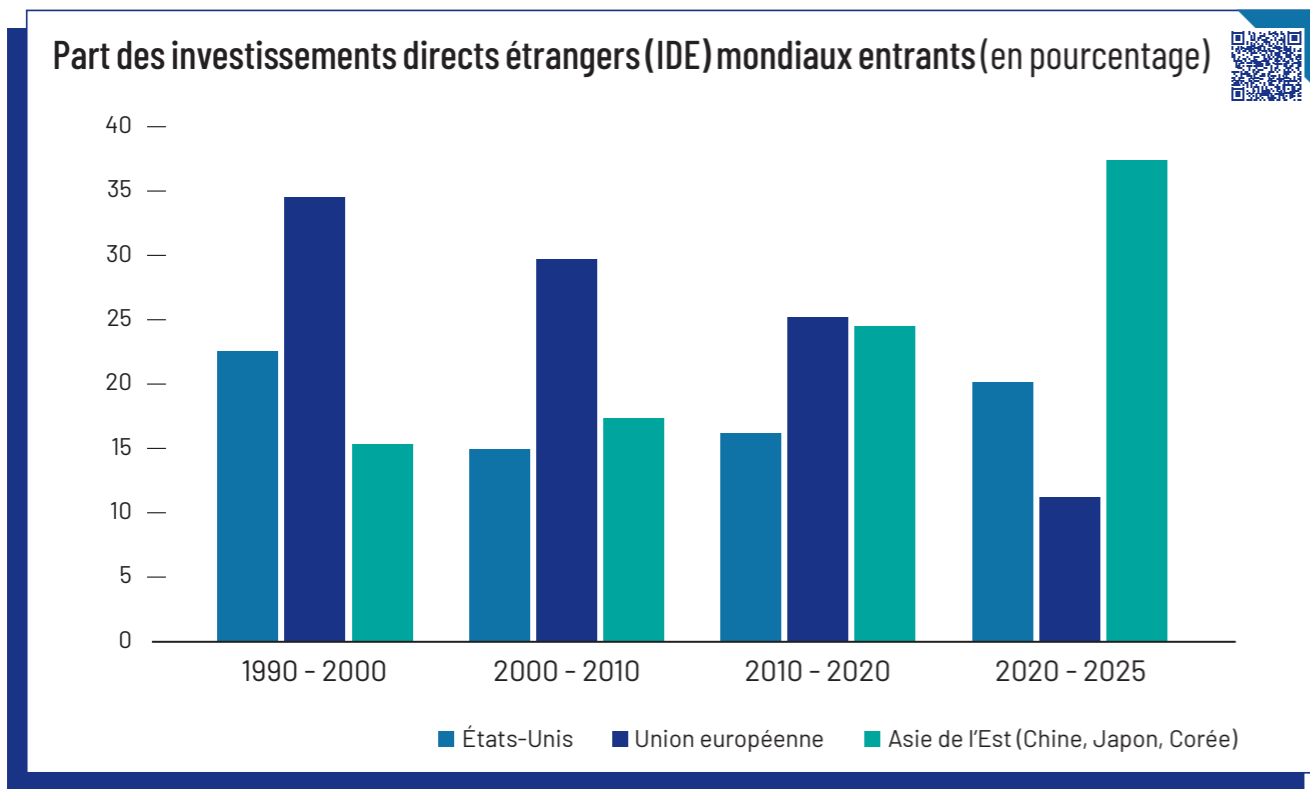
La cause principale est la fragmentation des marchés de capitaux européens. Chaque État conserve son propre marché, trop petit pour être efficace à l'échelle mondiale. Les financements privés sont prudents, en grande partie du fait d'une surréglementation européenne qui freine la prise de risque et l'allocation du capital, et les startups peinent à grandir rapidement.

Là où les États-Unis mobilisent massivement le capital-risque et où la Chine aligne stratégie industrielle et soutien public, l'Europe avance en ordre dispersé, sans vision commune.

Sans union des marchés de capitaux et simplification réglementaire, l'Europe restera spectatrice de la révolution de l'IA. Il faut débloquer des financements et des marchés publics à l'échelle du continent pour rattraper le retard.

>> Freinée par la fragmentation de ses marchés de capitaux, l'Union européenne n'arrive pas à suivre le rythme effréné imposé par les États-Unis et la Chine dans la course à l'IA.

# RUPTURE DES FLUX DE CAPITAUX



**Dans les années 1990, l'Union européenne captait 35 % des flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE),** loin devant les États-Unis (22 %) et l'Asie de l'Est (15 %). L'Europe était alors la première destination mondiale du capital.

En trois décennies, le basculement est spectaculaire. Sur la période 2020-2025, la part de l'Union européenne s'est effondrée à 11 %, tandis que l'Asie de l'Est (Chine, Japon, Corée) a bondi à 37 %. Les États-Unis se maintiennent autour de 21 %, retrouvant leur niveau des années 1990.

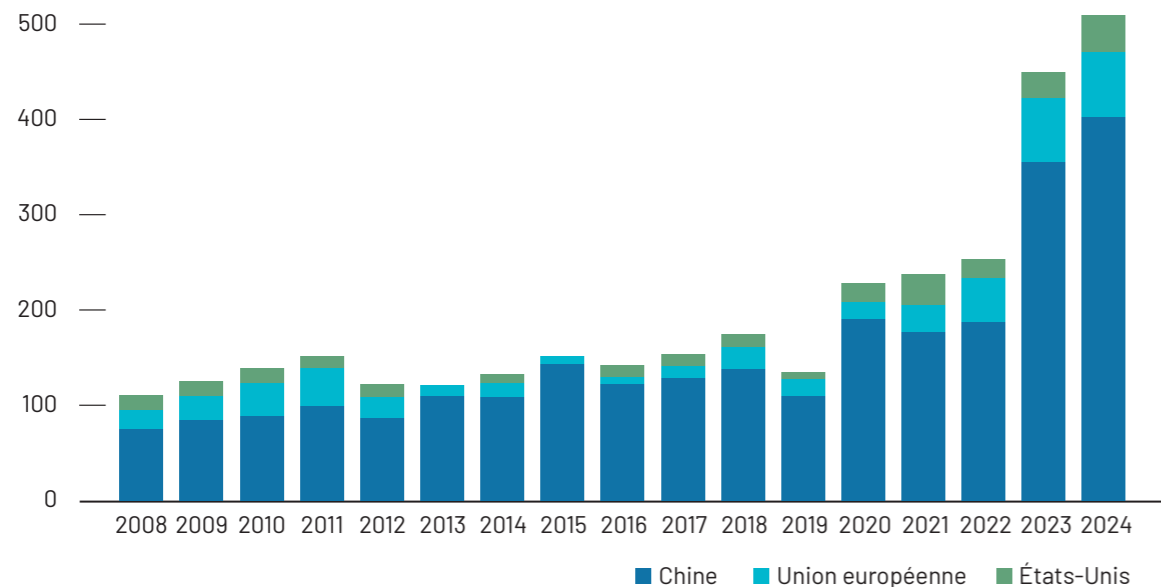
Le déclin européen est continu et s'accélère : de 35 % dans les années 1990 à 30 % dans les années 2000, puis 25 % dans les années 2010, et enfin 11 % sur la période récente. En une génération, l'Europe a perdu les deux tiers de sa part dans les flux mondiaux d'IDE.

Ce décrochage reflète un déficit d'attractivité structurel. Les réglementations sont jugées trop lourdes, la fiscalité imprévisible et les perspectives de rendement insuffisantes par rapport à l'Asie et aux États-Unis. Face à des concurrents plus rapides et mieux coordonnés, l'Union européenne doit simplifier son cadre réglementaire, stabiliser sa fiscalité et proposer à nouveau des perspectives de retour sur investissement crédibles pour retrouver sa place dans les flux de capitaux internationaux.

>> **L'Union européenne demeure une terre d'accueil des investissements directs de l'étranger, mais son attractivité s'est progressivement érodée.**

# RUPTURE ÉNERGÉTIQUE

Nouvelles capacités électriques installées chaque année par grande zone (en gigawatts)



Source : IRENA, Renewable Capacity Statistics 2025.

## Le centre de gravité énergétique mondial s'est déplacé vers la Chine en moins de quinze ans.

En 2024, elle a installé à elle seule 402 GW de nouvelles capacités électriques, soit autant que le reste du monde réuni. Sa part dans les ajouts mondiaux est passée de 37 % en 2010 à 66 % en 2024.

Pendant ce temps, les États-Unis et l'Union européenne peinent ensemble à dépasser 140 GW d'ajouts annuels. La transition énergétique mondiale s'accélère donc fortement, mais cette accélération est désormais largement portée par la Chine.

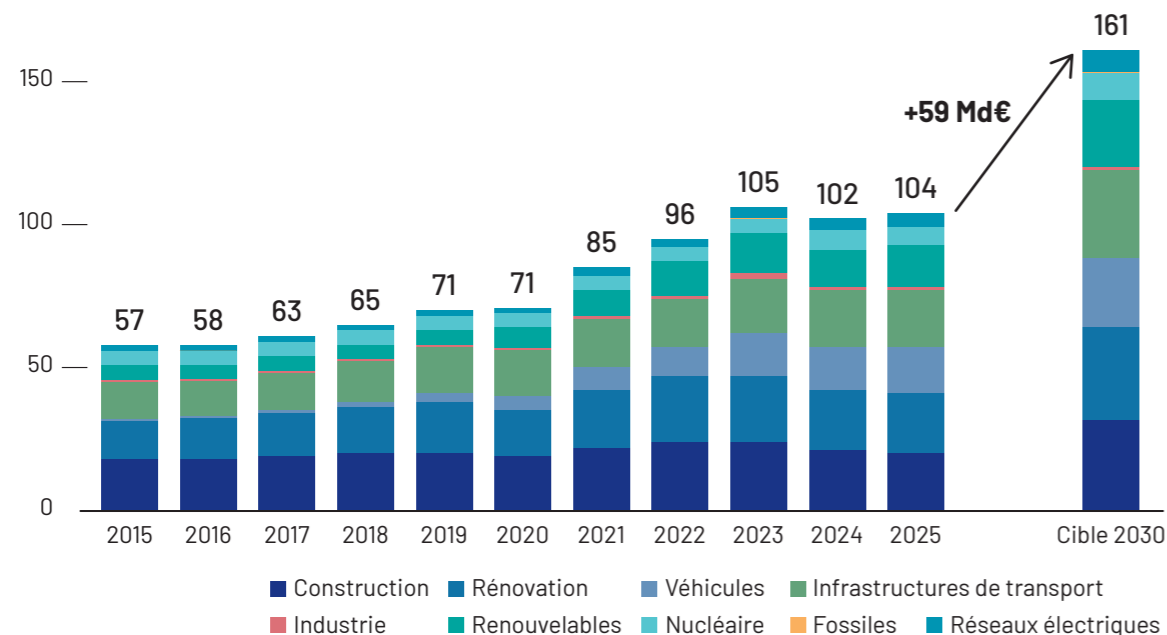
La Chine ne domine plus seulement la fabrication des équipements énergétiques (panneaux solaires, batteries, éoliennes) ; elle influence désormais le rythme et les standards de la transition mondiale. Cette évolution fragilise la souveraineté industrielle et énergétique de l'Europe.

Face à cette situation, la France et l'Europe doivent accélérer leurs capacités énergétiques bas carbone, sécuriser leurs approvisionnements stratégiques et renforcer leurs filières industrielles afin de réduire leur dépendance technologique vis-à-vis de la Chine.

>> La Chine construit autant de capacités électriques que tout le reste du monde depuis cinq ans.

# RUPTURE CLIMATIQUE

Les investissements bas carbone en France par secteur (en milliards d'euros)



Source : I4CE, SPAFTE 2025 pour les cibles à 2030, pour atteindre les objectifs de réduction des émissions.

**Les investissements bas carbone sont passés en France d'environ 60 milliards d'euros (Md€) en 2015 à un peu plus de 100 Md€ en 2025.** Cette progression est notable mais insuffisante : pour atteindre la trajectoire de décarbonation, ils devront atteindre 160 Md€ en 2030.

L'effort doit porter sur tous les secteurs. Les bâtiments, les transports, l'énergie et l'industrie doivent tous accélérer massivement. Les projections montrent que les transports et l'énergie concentreront les besoins d'investissement les plus importants dans les dix prochaines années.

À l'échelle européenne, l'écart est comparable : les investissements dans le système énergétique doivent passer de 250 à 565 Md€ par an. Le déficit de financement est donc considérable et menace la crédibilité des engagements climatiques.

Au-delà du climat, la transition constitue un enjeu de puissance industrielle. Les États-Unis et la Chine sont très offensifs pour capter la demande en technologies bas carbone, notamment sur les batteries, le solaire et l'hydrogène. Accélérer les investissements suppose un cadre lisible et prévisible, une articulation efficace des instruments (prix carbone, normes – notamment bancaires, soutiens publics) et des conditions de concurrence équitables pour les entreprises européennes engagées dans la décarbonation.

>> **Le coût du changement climatique va progresser fortement dans les prochaines années, ce qui va nécessiter de réorienter massivement les investissements.**



## 1.2 UNE EUROPE QUI DÉCROCHE

Un décrochage de productivité

**p. 28**

Une inflation réglementaire européenne non maîtrisée

**p. 30**

Une efficacité économique en déclin

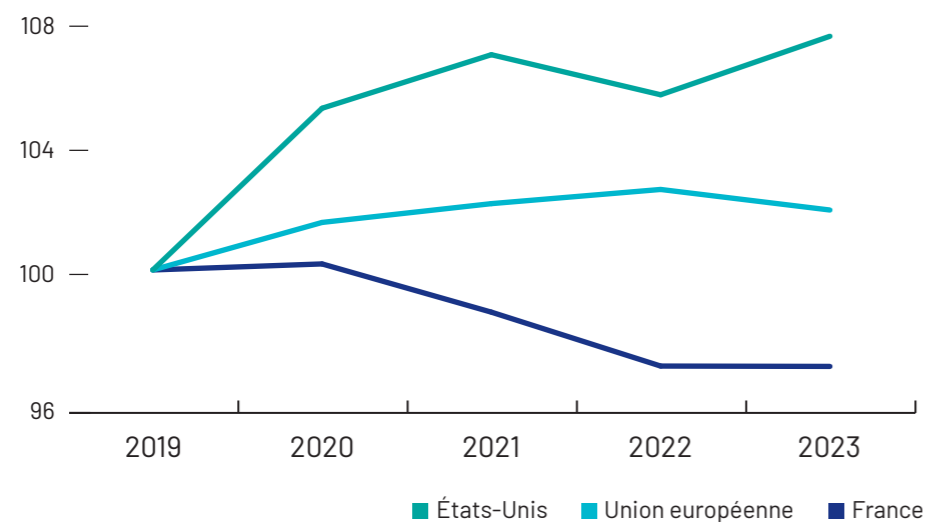
**p. 32**

Une perte de leadership en matière d'innovation

**p. 34**

# UN DÉCROCHAGE DE PRODUCTIVITÉ

Produit intérieur brut par heure travaillée (100 = 2019)



Source : OCDE.

## La productivité du travail mesure la richesse produite par heure travaillée.

En Europe, les gains de productivité sont faibles, ce qui freine la croissance et érode la compétitivité internationale.

En France, le décrochage est particulièrement marqué : la productivité a reculé de près de 3 % depuis 2019, alors qu'elle a bondi de 7 % aux États-Unis sur la même période.

Ce retard s'explique par un investissement insuffisant dans les technologies de rupture.

L'Union européenne se concentre trop sur les technologies matures, selon le rapport Draghi.

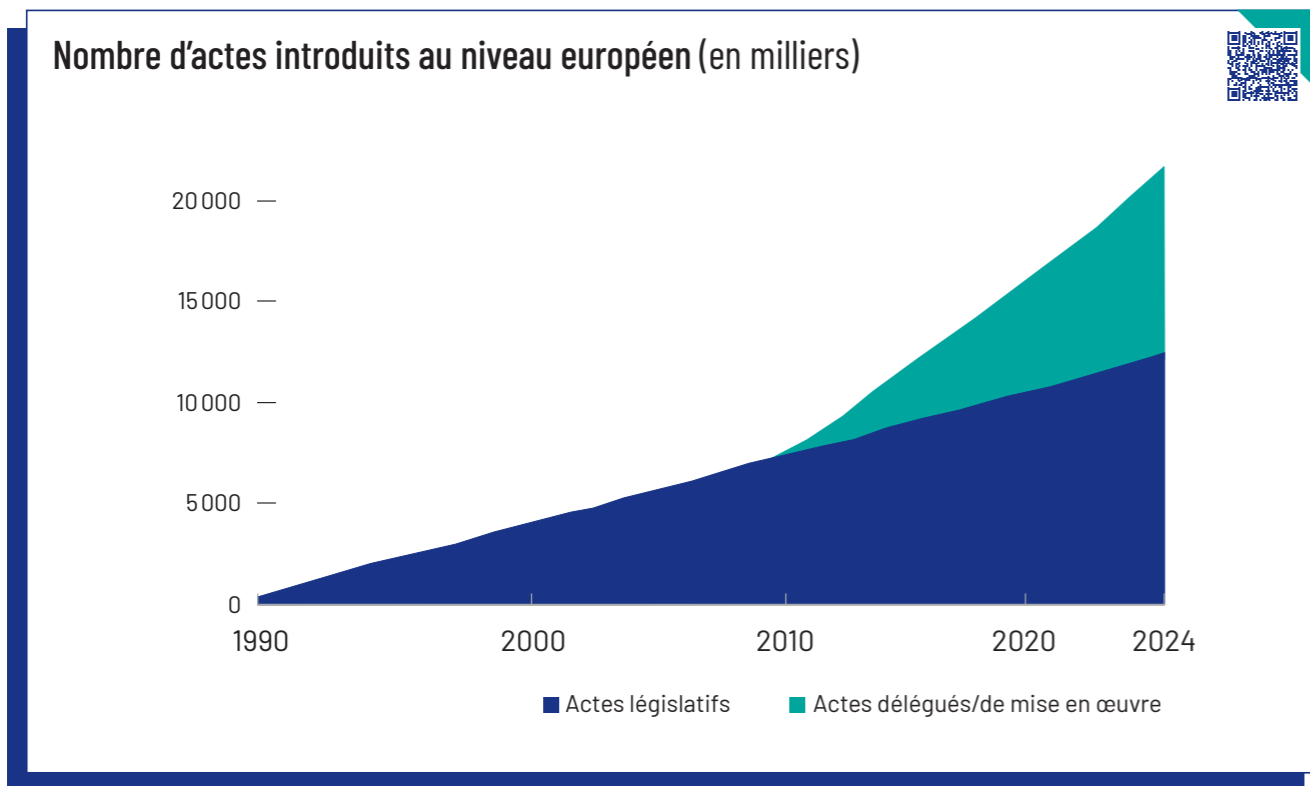
Le vieillissement démographique et la fuite des cerveaux aggravent la pénurie de compétences.

Pour rattraper ce retard, l'Union européenne doit revenir à la frontière technologique en orientant davantage ses investissements vers l'innovation. Elle doit aussi améliorer l'adéquation entre les compétences disponibles et les besoins du marché du travail.

Une politique de concurrence adaptée et un écosystème favorable à la croissance des entreprises innovantes sont indispensables. Sans gains de productivité soutenus, l'Europe continuera de décrocher face à ses concurrents.

>> La faible productivité de l'Europe et de la France résulte d'un déficit d'investissement.

# UNE INFLATION RÉGLEMENTAIRE EUROPÉENNE NON MAÎTRISÉE



Source : EUR-Lex.

**En cinq ans, entre 2017 et 2022, la production réglementaire européenne a explosé** : plus de 850 nouvelles obligations et 5 400 pages de normes supplémentaires, soit en moyenne 12 nouvelles obligations par mois imposées aux entreprises.

Cette inflation normative ne traduit pas seulement une hausse du volume : elle révèle une complexification croissante du cadre réglementaire. Chaque nouveau texte s'ajoute aux précédents, alourdissant les charges de conformité sans que les anciennes règles soient simplifiées.

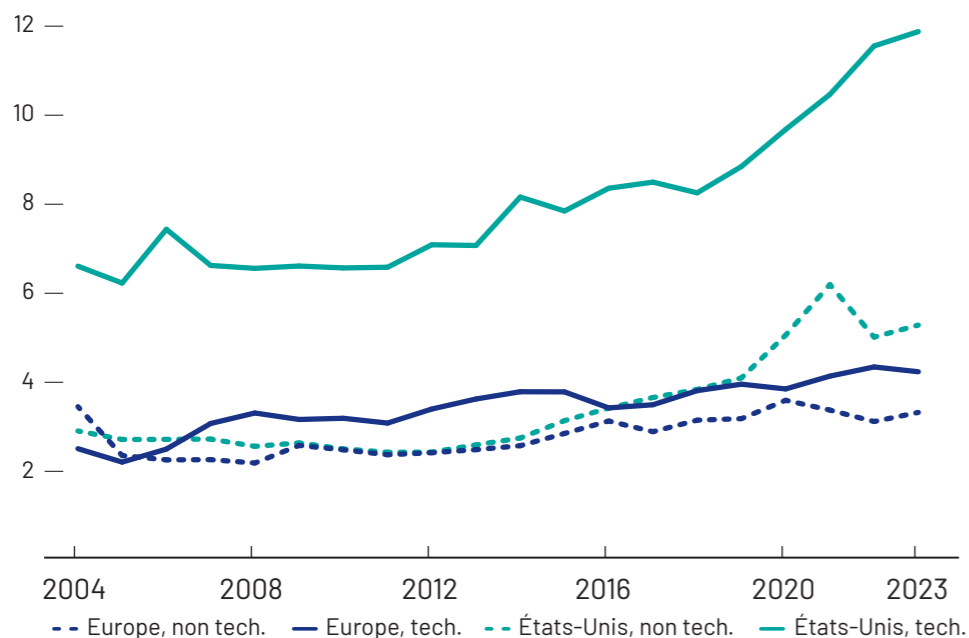
Les entreprises, en particulier les PME, consacrent un temps et des ressources croissants à se conformer à ces obligations. Ce fardeau réglementaire freine l'initiative, l'innovation et la compétitivité du tissu économique européen. Les institutions européennes tentent de simplifier avec des textes « omnibus » thématiques. Mais ces efforts se heurtent aux divergences d'intérêts entre le Parlement, la Commission et les 27 États membres.

Ce n'est plus une simple inflation réglementaire : c'est une dérive systémique. Pour rester compétitive, l'Europe doit adopter un principe de parcimonie normative, évaluer systématiquement l'impact de chaque nouvelle règle et supprimer celles qui ne produisent pas de résultats.

>> En cinq ans, l'Union européenne a ajouté 850 règles et 5 400 pages de normes. Un brouillard réglementaire qui freine les acteurs économiques et leur compétitivité.

## UNE EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE EN DÉCLIN

Part des dépenses de R&D dans le chiffre d'affaires des entreprises (en pourcentage)



Source : FMI.

**L'efficacité d'une économie repose en partie sur sa maîtrise des dernières technologies et sa capacité à en développer de nouvelles.** Or, la France et l'Europe sont en retard sur les États-Unis en matière de recherche et d'innovation.

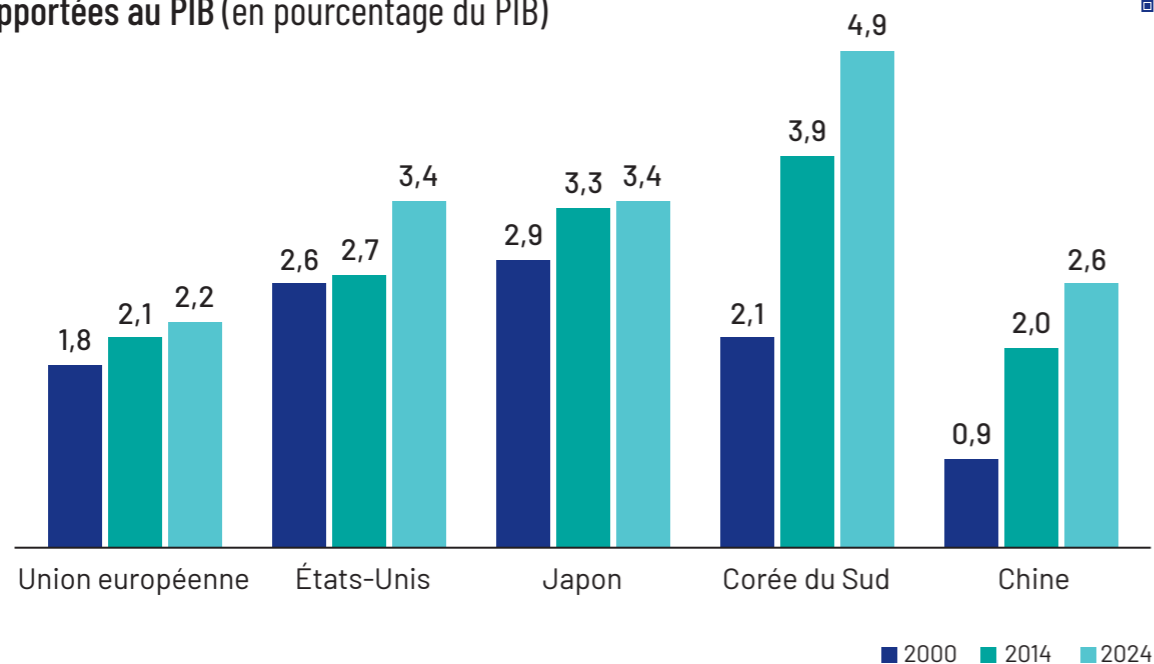
L'écart d'investissement en R&D entre l'Union européenne et les États-Unis s'explique en grande partie par la technologie. Aux États-Unis, les entreprises tech consacrent environ 10 à 12 % de leur chiffre d'affaires à la R&D, contre seulement 3 à 5 % en Europe. Dans les secteurs non technologiques, les niveaux sont beaucoup plus proches, autour de 2 à 3 % du chiffre d'affaires des deux côtés. Cela montre que le retard européen ne vient pas de toute l'économie, mais surtout d'un déficit de grandes entreprises technologiques capables d'investir massivement dans l'innovation.

Sans réaction forte, l'Union européenne risque de devenir dépendante sur le plan technologique. Le vieux continent a du mal à faire grandir ses entreprises, notamment ses startups, et à rivaliser avec les grands groupes américains. Faute d'investissements suffisants en recherche, l'Europe devra de plus en plus importer des technologies et perdra sa capacité à innover. Il est donc essentiel de donner aux entreprises les moyens d'investir davantage dans la R&D.

>> L'Union européenne décroche en partie du fait d'un effort moindre des entreprises en R&D, en particulier dans la tech, ce qui alimente le risque de vassalisation technologique.

## UNE PERTE DE LEADERSHIP EN MATIÈRE D'INNOVATION

Dépenses totales en recherche et développement (R&D)  
rapportées au PIB (en pourcentage du PIB)



Source : Eurostat.

**Les économies les plus innovantes investissent massivement dans la recherche** : 3,4 % du PIB aux États-Unis et au Japon, 4,9 % en Corée du Sud. Au sein de l'Union européenne, la moyenne n'est que de 2,2 %, et seuls six États membres dépassent le seuil de 3 %.

En 2000, l'Europe s'était fixé l'objectif d'atteindre 3 % du PIB en R&D à l'horizon 2010. Deux décennies plus tard, le compte n'y est toujours pas. La France se situe dans la moyenne européenne, loin de ses ambitions.

Ce sous-investissement chronique affaiblit la souveraineté technologique européenne. L'Union européenne produit de la recherche d'excellence mais n'en tire pas assez de valeur économique, faute d'industrialiser suffisamment ses brevets et découvertes.

Face à l'intensification de la compétition technologique mondiale, atteindre 3 % du PIB en R&D est une condition minimale de souveraineté. Cela suppose de mobiliser davantage de financements publics et privés.

L'Union européenne doit aussi accélérer la transformation de la recherche en produits et services, en renforçant les liens entre chercheurs et entreprises au sein de hubs d'innovation et en fluidifiant le passage du laboratoire au marché.

**>> Investir plus et mieux en R&D : la clé pour transformer l'innovation en puissance économique et garantir sa souveraineté.**

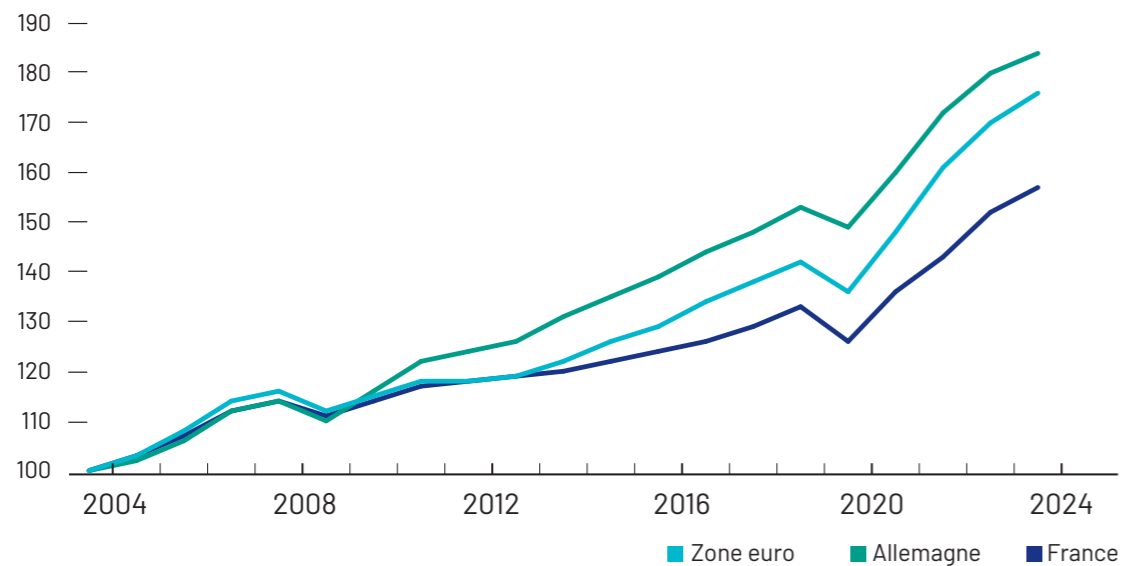


## 1.3 UNE FRANCE DÉCLASSÉE

- Un passage en deuxième division européenne **p. 38**
- Des facteurs de croissance à l'arrêt **p. 40**
- Une peur de l'avenir **p. 42**
- Un système éducatif figé **p. 44**
- Un retard croissant en matière d'investissement **p. 46**
- Un rapport au travail qui se détériore **p. 48**
- Des finances publiques hors de contrôle **p. 50**
- Une préférence collective à redistribuer plutôt qu'à produire **p. 52**

# UN PASSAGE EN DEUXIÈME DIVISION EUROPÉENNE

Produit intérieur brut par habitant (100 = 2004)



N. B. : En 2024, le PIB par habitant de la France était en progression de 57 % par rapport à 2004.  
Source : Eurostat.

**En 2024, le PIB par habitant de la France est d'environ 43 000 €, au 10<sup>e</sup> rang de l'Union européenne, juste sous la moyenne de la zone euro.** En Allemagne, ce chiffre est 18 % plus élevé.

Ce n'est pas tant le niveau actuel qui inquiète que la trajectoire. Entre 2004 et 2014, la France évoluait au même rythme que ses voisins. Depuis dix ans, l'écart s'est creusé : +2,7 % par an pour la France, contre +3,8 % pour la zone euro.

Ce décrochage résulte d'une compétitivité en berne, de gains de productivité insuffisants liés à la désindustrialisation et d'un volume de travail trop faible par rapport aux autres pays européens.

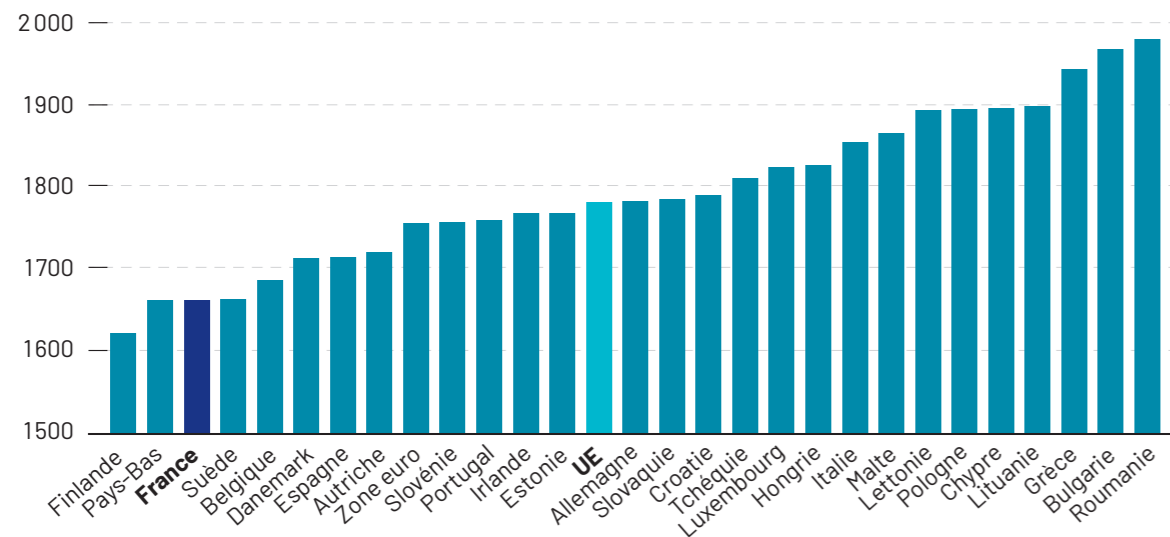
Cette perte de vitesse traduit un affaiblissement de la capacité de la France à peser dans les choix européens et mondiaux, à satisfaire sa population et à préparer l'avenir.

Sans création de richesse, pas de marges budgétaires ni de capacité d'action. La puissance économique est une condition nécessaire de la souveraineté. La France doit retrouver un rythme de croissance au moins égal à celui de ses partenaires.

>> Sur les dix dernières années, la France fait partie des trois pays d'Europe ayant connu la progression du revenu par habitant la plus faible.

## DES FACTEURS DE CROISSANCE À L'ARRÊT

Durée effective annuelle moyenne de travail des salariés à temps complet en 2024 (en heures par an)



Source : Rexecode.

**La quantité de travail est un enjeu clé pour la compétitivité de la France** : elle détermine notre capacité à produire, dès lors que les technologies et équipements nécessaires sont acquis. La croissance restera insatisfaisante tant que le volume total de travail sera insuffisant.

Un indicateur simple permet de se comparer : le nombre d'heures effectivement travaillées en moyenne dans l'année. En 2024, un salarié à temps complet en France travaille en moyenne 1664 heures par an, contre 1784 heures en moyenne en Europe. C'est 52 heures de moins qu'en Espagne, 121 de moins qu'en Allemagne et 193 de moins qu'en Italie.

La France mobilise donc nettement moins de travail que ses concurrents. Cette situation s'explique à la fois par une durée hebdomadaire plus faible et par davantage de congés et de jours non travaillés.

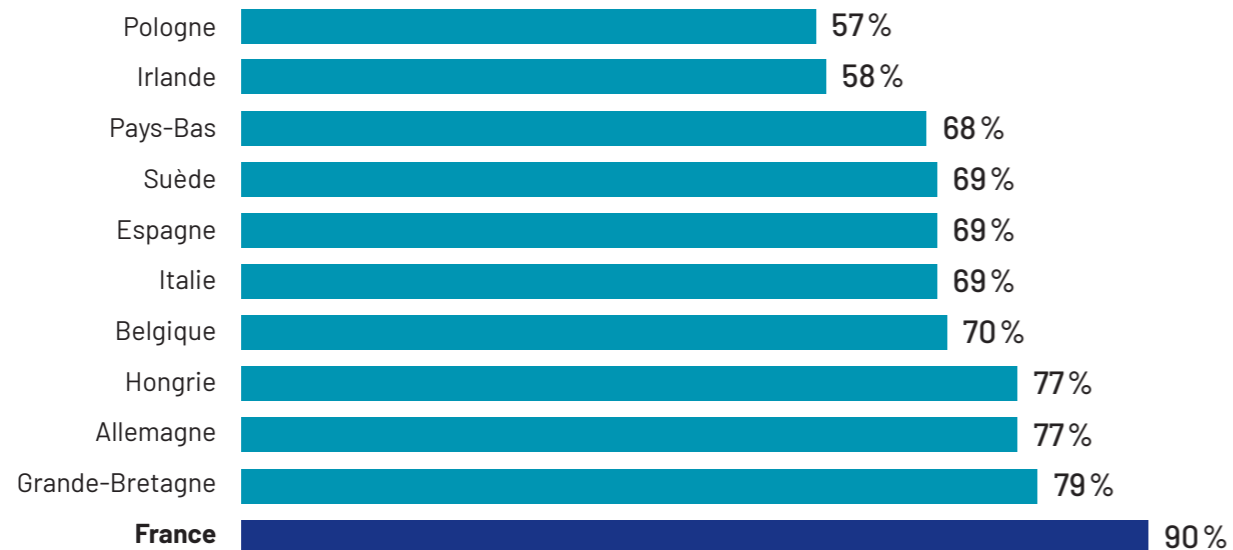
Tant que l'organisation collective et notre cadre réglementaire continueront à réduire plus qu'ailleurs le volume des heures réellement travaillées, la France conservera un handicap durable de production et de compétitivité.

Remettre le travail au cœur du modèle économique est indispensable pour soutenir la production et, partant, garantir une progression du niveau de vie et financer la protection sociale.

>> La croissance ne peut pas repartir durablement si la quantité de travail demeure insuffisante.

# UNE PEUR DE L'AVENIR

## Part de la population présentant des doutes sur la trajectoire de leur pays (en pourcentage)



Source : Ipsos (février 2026).

**Une rupture de confiance s'installe entre les Français et leurs institutions.** En 2026, 90 % des citoyens français jugent la trajectoire du pays mauvaise, contre 69 % en Italie et 77 % en Allemagne.

L'incertitude géopolitique, l'instabilité politique et le manque de visibilité économique alimentent une peur de l'avenir. Cette crainte se traduit par une épargne de précaution record : 18 % du revenu disponible en France, contre 15 % en moyenne en Europe.

Ce comportement attentiste pèse sur l'économie réelle. Sans confiance, les ménages consomment moins et les entreprises investissent moins. L'économie fonctionne au ralenti, dans un cercle vicieux de défiance.

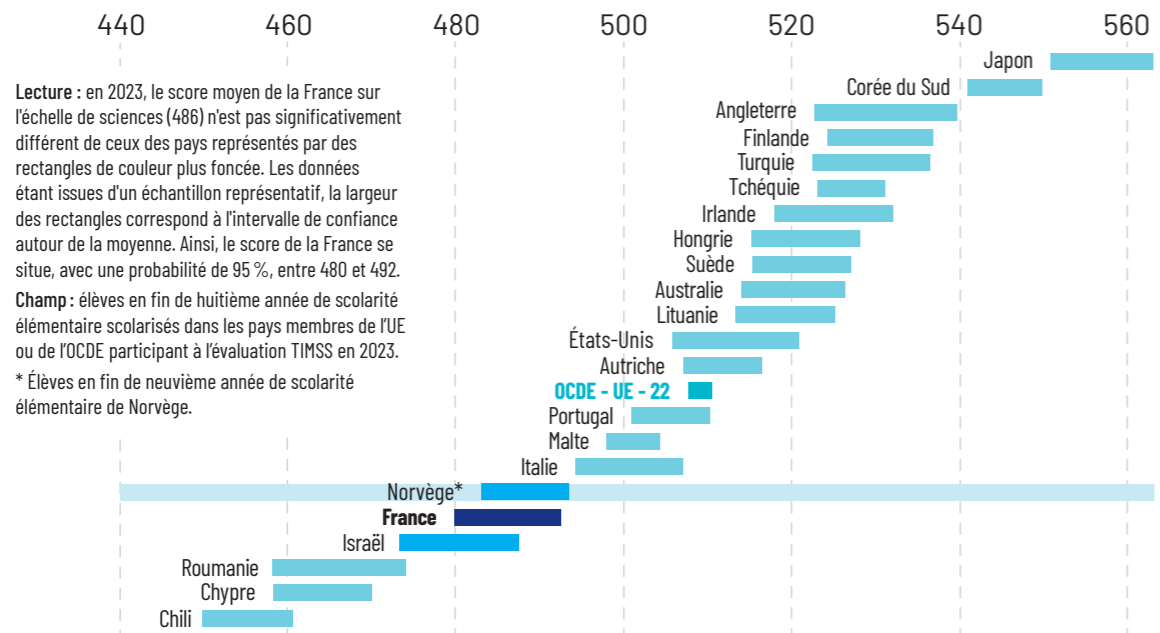
Les trois quarts des Européens jugent leur système démocratique en déclin. En France, le sentiment est encore plus prononcé, nourri par des décennies de promesses non tenues.

Restaurer la crédibilité de l'action publique est une priorité absolue. Cela passe par la transparence budgétaire, la stabilité réglementaire et fiscale, et davantage de liberté laissée aux entreprises et aux citoyens.

>> Les Français sont parmi les plus pessimistes d'Europe.  
Ce climat de défiance pèse sur la consommation, l'investissement et, en définitive, la création de richesses.

# UN SYSTÈME ÉDUCATIF FIGÉ

## Scores moyens sur l'échelle internationale des sciences de l'évaluation TIMSS en 2023



Source : DEPP, IEA-TIMSS.

**La compétitivité de la France de demain dépend du niveau de formation de ses élèves d'aujourd'hui.** Or, un décrochage apparaît dès le primaire par rapport aux autres pays développés.

En mathématiques, seuls 3 % des élèves français de CM1 et de 4<sup>e</sup> atteignent un niveau avancé, un score inférieur à la moyenne internationale selon le classement TIMSS 2023.

Plus tard, le décalage persiste : plus de 30 % des employés occupent un poste inadéquat au regard de leurs diplômes et de leurs compétences. Ce mauvais appariement pèse sur l'épanouissement professionnel et la productivité.

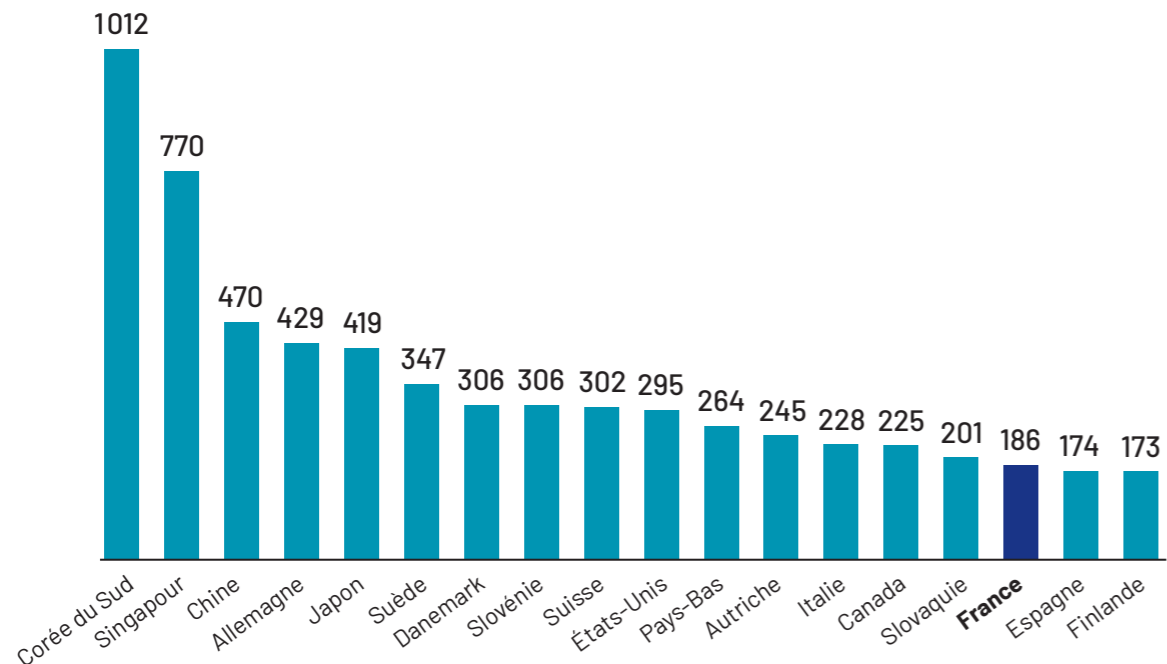
L'acquisition des compétences fondamentales – mathématiques, sciences, informatique – est essentielle dès le primaire. C'est la base pour former des individus capables de s'adapter aux besoins d'une économie en mutation.

Il est indispensable de consolider les enseignements fondamentaux, de renforcer les liens avec le monde économique et d'améliorer l'orientation vers des filières garantissant une insertion professionnelle réelle.

>> La France est devenue un cancre en matière de résultats éducatifs.

## UN RETARD CROISSANT EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

Nombre de robots industriels pour 10 000 salariés en 2023



Source : International Federation of Robotics.

### La structure de l'investissement des entreprises françaises s'est profondément transformée.

Les dépenses immatérielles (numérique, services) représentent désormais 25 % du total, contre 14 % en 2010.

En parallèle, le capital productif industriel est tombé de 37 % à 33 % du total des investissements en quinze ans. Le retard en robotisation en est une illustration claire.

Avec seulement 186 robots pour 10 000 salariés, la France se situe très loin de l'Allemagne (429) et des économies les plus industrialisées. Ce déficit d'équipement pèse directement sur la productivité et la modernisation de l'appareil productif.

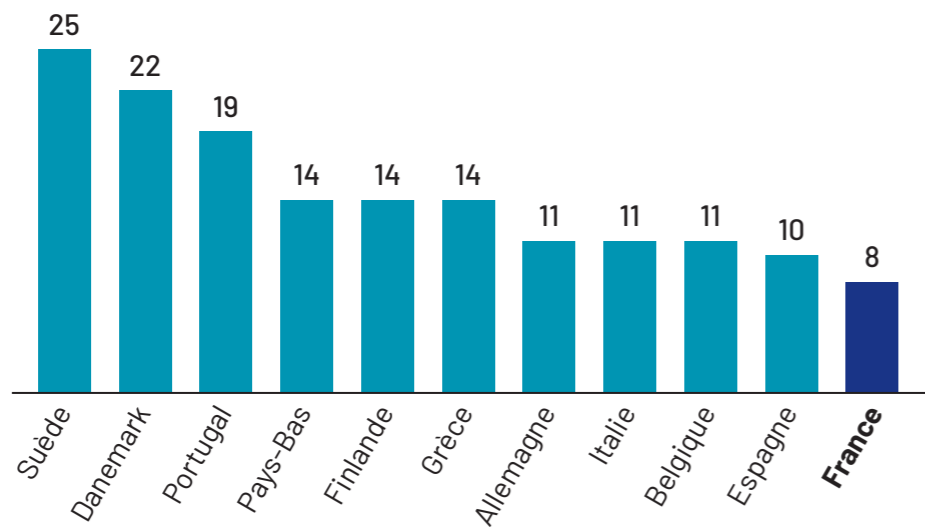
Le problème n'est pas l'investissement immatériel — il est indispensable —, mais le manque d'articulation entre industrie, numérique et intelligence artificielle. Ces trois dimensions sont profondément complémentaires.

Face à la décroissance démographique, l'automatisation et l'IA deviennent des leviers incontournables. La France doit accélérer la robotisation, articuler industrie et numérique, et investir massivement dans l'IA pour maintenir sa compétitivité et sa souveraineté.

>> L'investissement stratégique des entreprises conditionne la puissance et la souveraineté d'une nation. L'enjeu n'est pas seulement d'investir davantage, mais d'investir mieux.

## UN RAPPORT AU TRAVAIL QUI SE DÉTÉRIORE

Part des employés indiquant être engagés dans leur entreprise en 2025 en Europe  
(en pourcentage)



Source : rapport Gallup 2026.

### La France affiche l'un des plus faibles taux d'engagement des salariés au monde.

Selon Gallup, seuls 8 % des salariés français se déclarent engagés dans leur travail en 2025, contre 12 % en moyenne en Europe et 32 % aux États-Unis – soit trois à quatre fois plus. Ce désengagement massif a des conséquences directes et mesurables. Il se traduit notamment par une hausse continue des arrêts maladie : les indemnités journalières ont augmenté de 5,1 % par an en moyenne entre 2014 et 2024, dépassant 11 milliards d'euros. Les jeunes sont particulièrement touchés.

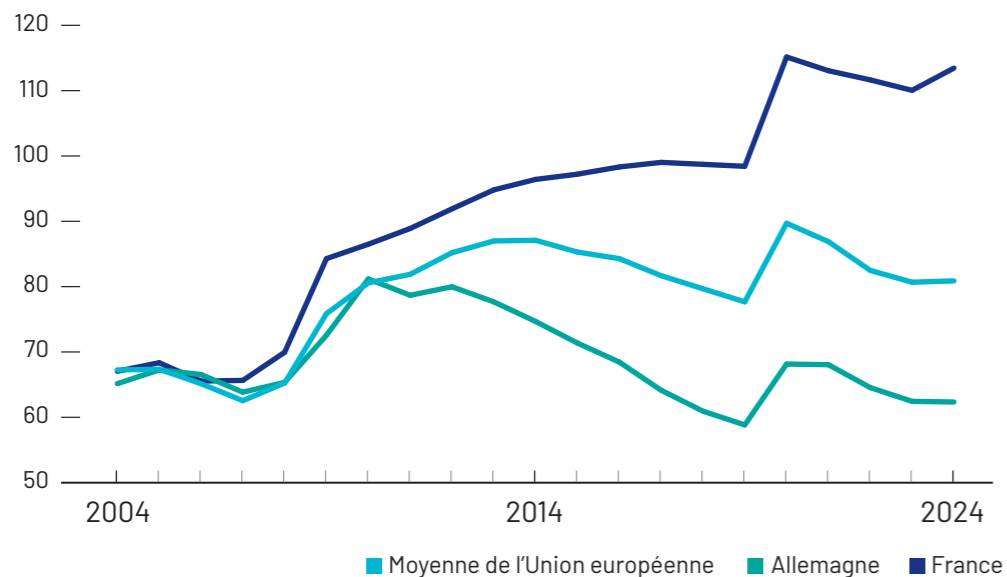
Le coût pour les entreprises est considérable : désorganisation, perte d'activité, gestion des absences. Le désengagement pèse aussi sur la productivité au quotidien – un salarié désengagé produit moins, innove moins et collabore moins efficacement. Même si l'attachement au travail n'est globalement pas remis en cause par les Français, cette faiblesse de l'engagement traduit un changement profond du rapport au travail. Le sens donné au travail, la qualité du management, l'autonomie et les perspectives de progression sont des facteurs déterminants de l'engagement que trop d'organisations négligent.

Restaurer l'engagement suppose d'agir sur ses causes : améliorer le management de proximité, donner davantage d'autonomie et de sens, mais aussi lutter contre les abus via des outils concrets (dématérialisation des arrêts, jours de carence, meilleur repérage des fraudes).

>> Le niveau d'engagement au travail en France constitue un enjeu clé pour le dynamisme économique, qui concerne à la fois les salariés et les pratiques managériales.

# DES FINANCES PUBLIQUES HORS DE CONTRÔLE

Dettes publiques (en pourcentage du PIB)



Source : Eurostat.

## La dette publique française est passée de 67 % du PIB en 2004 à 113 % en 2024.

L'Allemagne, elle, a stabilisé la sienne autour de 60 %, conformément aux traités européens.

Cette divergence s'explique par un niveau de dépenses publiques structurellement trop élevé.

La France consacre 57 % de son PIB à la dépense publique, contre 49 % en moyenne dans l'Union européenne, au deuxième rang des États les plus dépensiers.

Cette dette excessive asphyxie la croissance. Les prélèvements nécessaires pour compenser partiellement une dépense excessive, les financements qu'elle mobilise et le manque de marge de manœuvre pour investir freinent le développement économique.

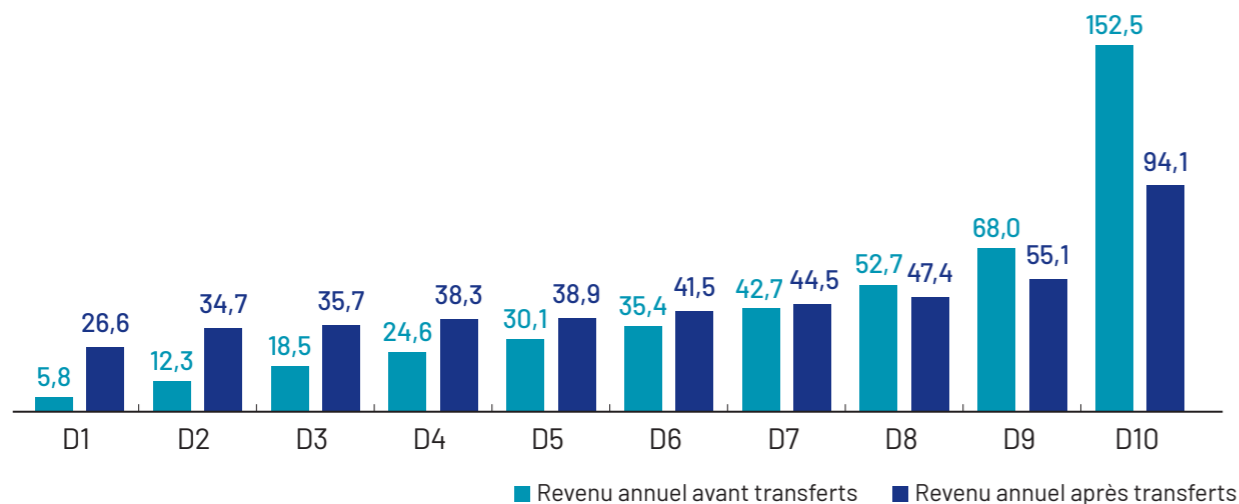
Elle fait peser un risque permanent d'insoutenabilité et grèvera les générations futures si rien ne change. Le dérapage n'est pas une fatalité, mais il exige un changement radical de trajectoire.

La priorité doit être donnée à une réduction durable de la dépense, en particulier des dépenses sociales. Cela suppose de remettre en cause les politiques publiques existantes et de recentrer l'État sur ses missions essentielles.

>> Sur les vingt dernières années, le poids de la dette publique n'a cessé d'augmenter.

# UNE PRÉFÉRENCE COLLECTIVE À REDISTRIBUER PLUTÔT QU'À PRODUIRE

Revenu avant et après redistribution par déciles de niveau de vie en 2023  
(en milliers d'euros)



Source : Insee.

## La France consacre 32 % de son PIB aux dépenses sociales, un quasi-record en Europe.

Près des deux tiers des dépenses publiques sont des transferts sociaux, principalement des pensions de retraite. Pourtant, 10 millions de Français (15 %) vivent toujours sous le seuil de pauvreté. La redistribution réduit les inégalités de manière spectaculaire. Avant transferts, les 10 % les plus modestes perçoivent 5 800 € par an ; après transferts, ils reçoivent 26 600 €. Après redistribution, le niveau de vie élargi moyen des 10 % les plus aisés est 3,5 fois plus élevé que celui des 10 % les plus modestes, contre 26 fois avant transferts.

Mais ce système massif de redistribution repose sur une base productive insuffisante. La France redistribue beaucoup, mais ne crée pas assez de richesse pour financer durablement ce modèle. Le jeu n'a pas besoin d'être à somme nulle : mieux vaut agrandir le gâteau plutôt que de se concentrer uniquement sur son découpage. Sans création de richesse supplémentaire, la pression fiscale nécessaire au financement des transferts freine l'emploi, l'investissement et la compétitivité – tout en pesant directement sur le pouvoir d'achat des salariés, ce qui limite la consommation et donc la dynamique économique –, alimentant un cercle vicieux de faible croissance et de besoins sociaux croissants. Pour rééquilibrer le modèle, il faut ralentir la progression de la dépense sociale, accroître le taux d'emploi (notamment chez les jeunes et les seniors), alléger la fiscalité sur le travail et réformer le financement de la protection sociale pour libérer le potentiel productif.

>> La France consacre 32 % de son PIB aux dépenses sociales ; un quasi-record en Europe. Pour autant, le taux de pauvreté ne diminue pas.

# 2

## RÉFORMER LA FRANCE EN PROFONDEUR POUR REDONNER ESPOIR ET CONFIANCE AUX FRANÇAIS ET AUX ENTREPRISES

### Les cartes sont sur la table.

À nous, désormais, de les jouer — et de redonner aux Français comme aux entreprises des raisons d'avoir confiance et d'espérer.

Les Français ne demandent pas l'impossible. Ils demandent que le travail paie. Que leurs enfants trouvent leur place. Que les services publics tiennent leurs promesses. Que l'avenir redevienne lisible et positif.

Les entreprises non plus ne demandent pas l'impossible. Elles demandent à se battre à armes égales. Une fiscalité qui ne rende pas l'embauche prohibitive. Des normes qu'on puisse comprendre et appliquer. Une énergie compétitive. Un cadre stable.

Ces deux attentes — celle des actifs et celle des employeurs — ne s'opposent pas. Elles convergent vers une même exigence : libérer le potentiel productif du pays pour relever les grands défis dont nous sommes tous conscients, et, de contraintes, en faire des opportunités.

Mieux rémunérer le travail suppose d'alléger ce qui pèse sur les salaires. Former mieux suppose de s'attaquer enfin au fléau des jeunes ni en emploi ni en formation, et de faire de l'orientation, de la formation et de l'apprentissage une vraie voie d'ascension. Restaurer la confiance dans l'action publique suppose des dépenses mieux évaluées, des responsabilités mieux définies et assumées, une santé plus accessible, des retraites soutenables, une transition écologique acceptable. Donner aux entreprises les moyens de gagner suppose de baisser les impôts de production, de simplifier massivement et de réorienter l'épargne vers les fonds propres, l'investissement et l'innovation. Et tout cela suppose une Europe qui passe d'une logique défensive à une logique de puissance.

Cet agenda est exigeant. Il est cohérent. Il est pro-production, pro-emploi et pouvoir d'achat, pro-innovation, et donc fondamentalement positif pour les Français. C'est ainsi qu'on rebâtit la confiance. C'est ainsi qu'on retrouve l'espoir.

**Voilà ce que les orientations qui suivent mettent sur la table.**

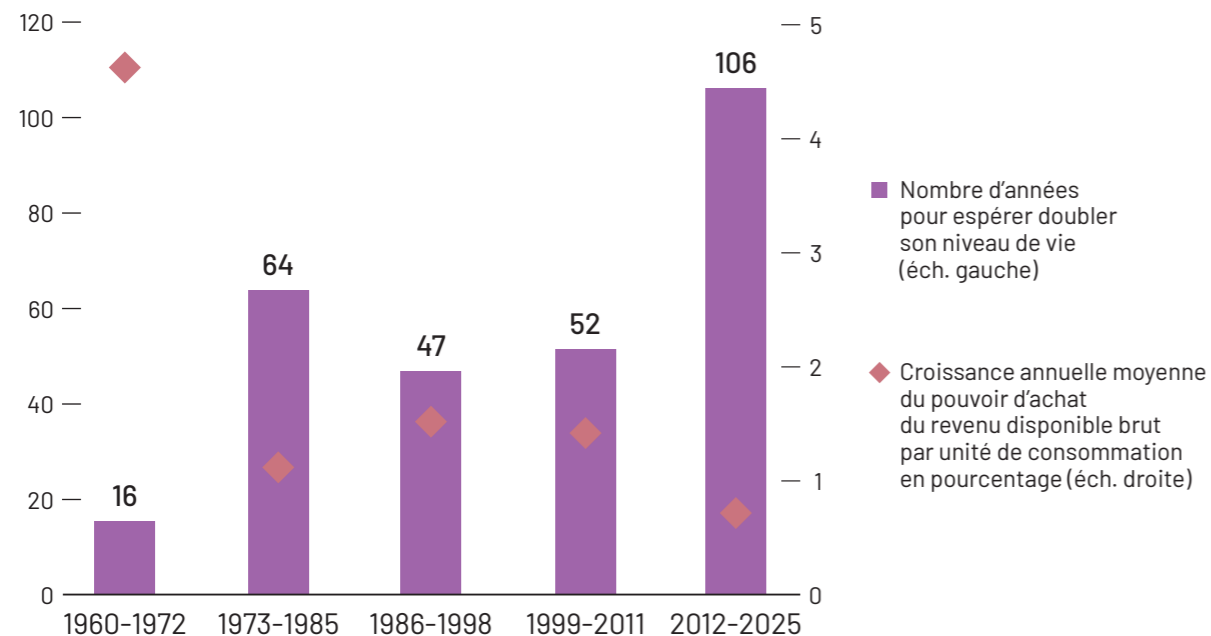


## 2.1 REDONNER ESPOIR AUX FRANÇAIS

Réconcilier travail et progression du niveau de vie	p. 58
Faire en sorte que le travail paie mieux en allégeant la fiscalité du travail	p. 60
Permettre à chaque jeune d'avoir accès à un emploi : le fléau des NEETs	p. 62
Faciliter la progression sociale	p. 64
Donner confiance dans les nouvelles technologies	p. 66
Permettre un accès facile aux services de santé	p. 68
En avoir pour ses impôts	p. 70
Avoir une retraite	p. 72
Redonner l'envie et/ou la possibilité de faire plus d'enfants	p. 74
Redonner un avenir à la planète	p. 76
Permettre à chacun d'entreprendre	p. 78

# RÉCONCILIER TRAVAIL ET PROGRESSION DU NIVEAU DE VIE

Pouvoir d'achat et temps nécessaire pour doubler son niveau de vie



Source : Insee, séries longues.

## Le travail ne permet plus d'améliorer le niveau de vie au même rythme qu'après-guerre.

Dans les années 1960 et jusqu'au premier choc pétrolier, il fallait en moyenne seize ans pour doubler son niveau de vie. Depuis 2012, avec une hausse moyenne inférieure à 1 % par an du pouvoir d'achat, cette durée a été multipliée par plus de 6 pour atteindre plus d'un siècle.

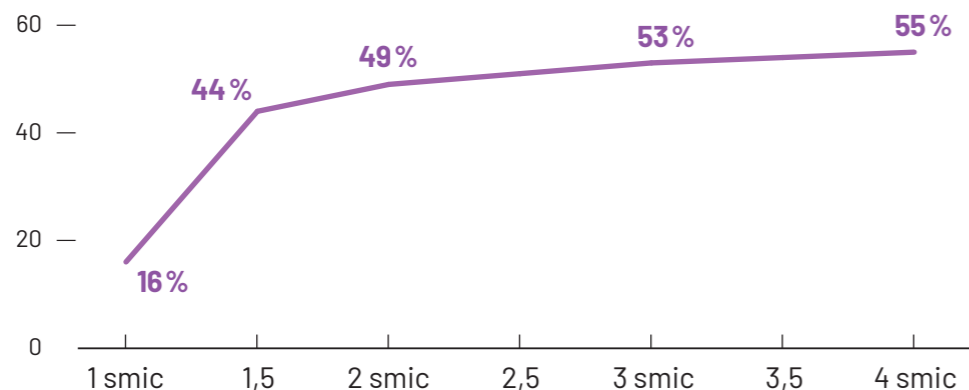
Cette rupture s'explique principalement par le ralentissement des gains de productivité et par le poids des prélèvements sur le travail, qui réduit l'écart entre ce que paie l'employeur et ce que perçoit réellement le salarié. Le travail continue de payer, mais il ne garantit plus une progression visible du niveau de vie.

Pour redonner au travail toute sa valeur et lui permettre de redevenir un levier réel de progression sociale, il faut agir sur deux fronts. À long terme, il est nécessaire de relancer la productivité par l'innovation, la montée en compétences et la réindustrialisation. À court terme, il faut augmenter le revenu net des salariés en réduisant le poids des prélèvements sur les revenus d'activité.

>> Durant les Trente Glorieuses, il fallait seize ans pour doubler son niveau de vie ; désormais, il en faut plus de cent. Il est urgent de rétablir le contrat social du travail, qui n'a eu de cesse de se fissurer.

## FAIRE EN SORTE QUE LE TRAVAIL PAIE MIEUX EN ALLÉGEANT LA FISCALITÉ DU TRAVAIL

Coin socio-fiscal pour un salarié célibataire, sans enfant en 2026  
(en pourcentage du coût du travail)



Source : Rexecode, « Les freins à la progression salariale », document de travail n° 91, mis à jour sur les données de 2026.

### Le coin socio-fiscal mesure l'écart entre ce que paie l'employeur et ce que reçoit le salarié.

En France, il augmente fortement avec le salaire : 16 % au smic, 44 % à 1,5 smic et 53 % à 3 smic. Autrement dit, à 3 smic, plus de la moitié du coût du travail ne va pas au salarié.

Concrètement, lorsqu'une entreprise augmente un salaire pour récompenser une productivité accrue, une part majeure de ce surplus est captée par l'État et la sécurité sociale. Le salarié ne perçoit qu'une fraction de l'effort consenti par l'employeur.

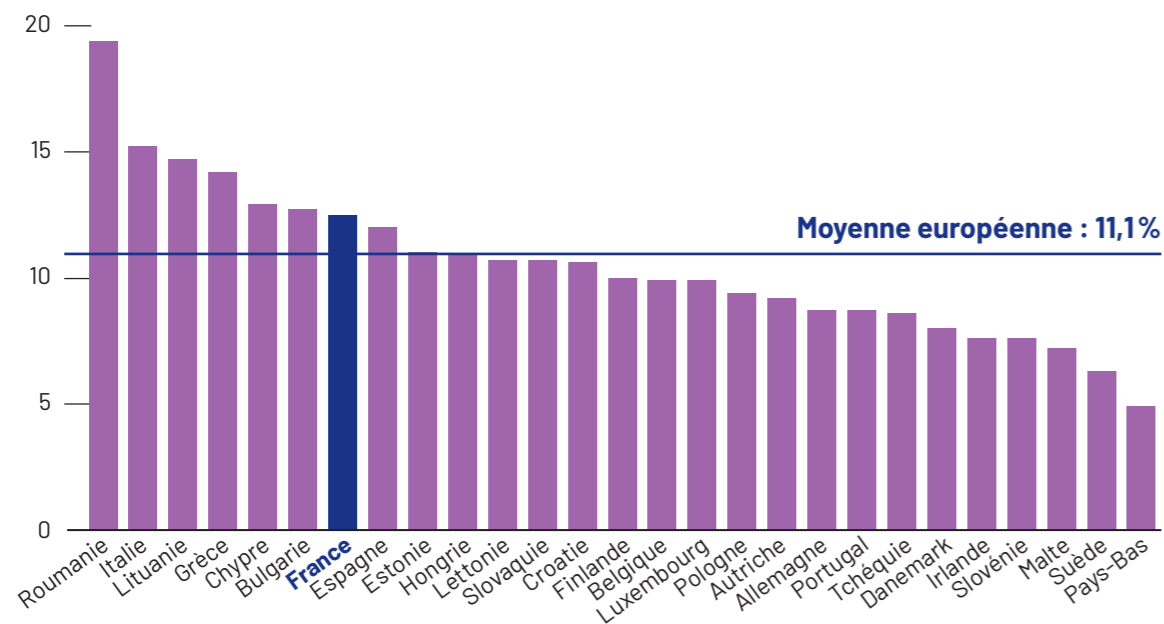
Cette déconnexion entre effort et rétribution est de nature à "désinciter" les salariés à viser des augmentations, des promotions ou des emplois plus qualifiés. Elle freine l'offre de travail qualifié et contribue au sentiment que le travail ne paie pas assez en France. Au final, les salariés français, surtout les plus qualifiés, sont relativement mal payés par rapport à leurs homologues dans d'autres pays développés. Ce désavantage pèse sur l'attractivité de la France pour les talents.

Il faut trouver les moyens d'augmenter le salaire net en allégeant le poids des prélèvements sur le travail. Cela suppose de réformer le financement de la protection sociale pour permettre aux rémunérations de progresser sans alourdir le coût du travail pour les employeurs.

>> Jusqu'à 55 % du coût du travail ne va pas au salarié. La forte progressivité des prélèvements sociaux freine la progression des salaires et pénalise l'emploi qualifié.

# PERMETTRE À CHAQUE JEUNE D'AVOIR ACCÈS À UN EMPLOI : LE FLÉAU DES NEETS

Part des jeunes de 15 à 29 ans, ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET) (en pourcentage)



Source : Eurostat.

**En France, 12,5 % des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation. Cela représente plus de 1,4 million de jeunes en marge du système productif et éducatif.**

Le chômage des jeunes dépasse 20 %, contre une moyenne européenne de 14,5 %. Le taux d'emploi des jeunes Français plafonne à 35 %, très loin de l'Allemagne (51 %) ou des Pays-Bas (75 %).

Cette marginalisation a un coût considérable : plus de 20 milliards d'euros par an, entre dépenses sociales supplémentaires et recettes fiscales non perçues, selon Eurofound. C'est un gâchis humain autant qu'économique.

Malgré la multiplication des dispositifs publics, les résultats restent insuffisants.

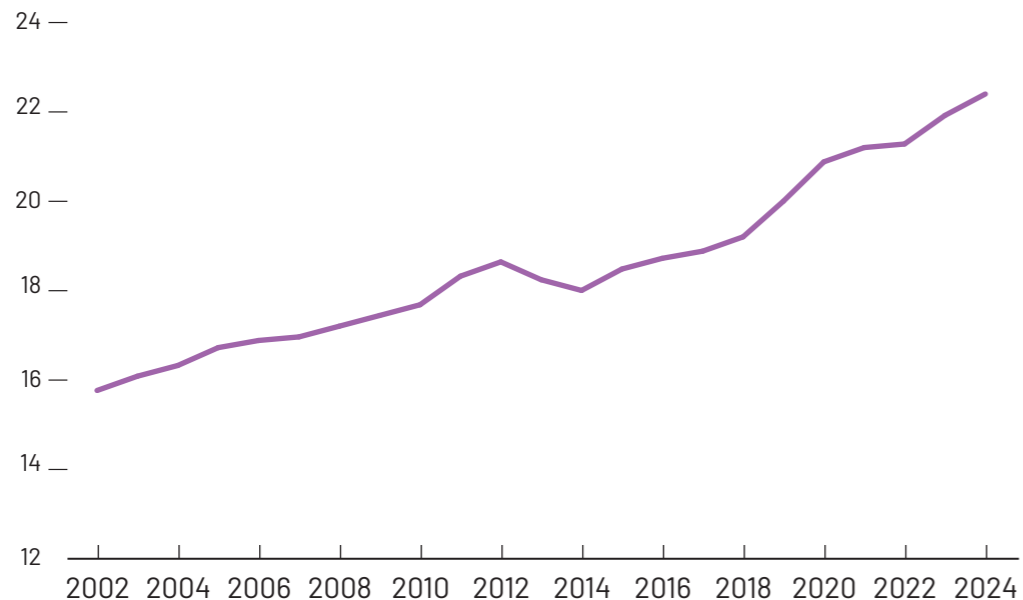
L'orientation scolaire, la prévention du décrochage et les passerelles entre formation et emploi doivent être profondément repensées.

L'objectif européen de 9 % de NEETs d'ici 2030 doit devenir une ambition nationale. Cela passe par la valorisation des filières professionnelles, le renforcement de l'apprentissage et un meilleur alignement des parcours sur les besoins du marché du travail.

>> Plus de 1,4 million de jeunes Français sont hors de toute activité ou formation. Une telle marginalisation constitue un gâchis humain et une perte pour l'économie et le modèle social.

# FACILITER LA PROGRESSION SOCIALE

Part des cadres dans le total des personnes en emploi (en pourcentage)



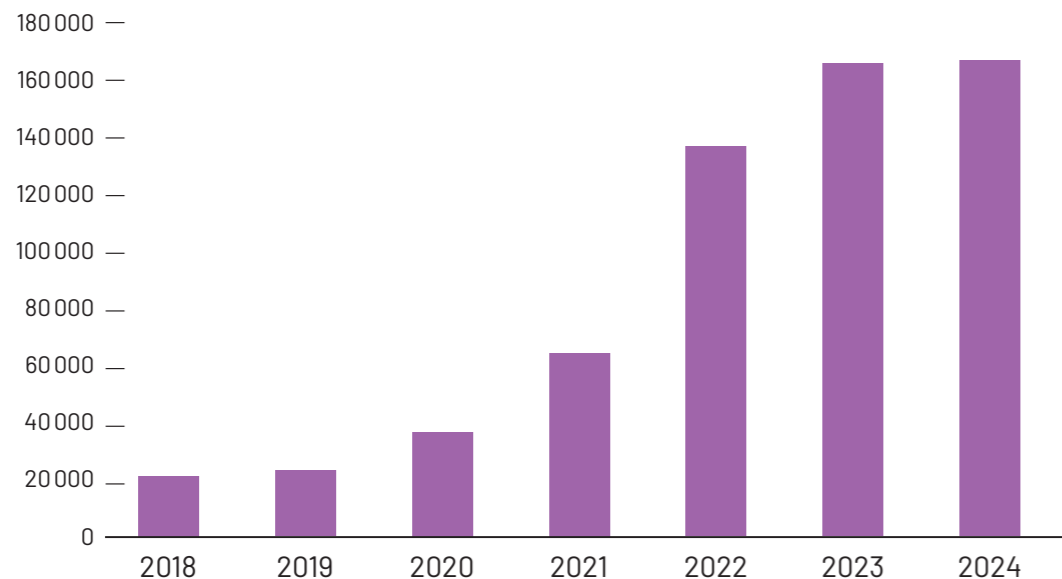
Source : Insee, Emploi chômage, revenus du travail. Édition 2025.

**Contrairement à une idée reçue, l'ascenseur social n'est pas panne en France.** La part des cadres parmi les personnes en emploi est passée de 15 % au début des années 2000 à 23 % en 2024, soit près de 7 millions de cadres aujourd'hui. Cette progression, continue et soutenue, démontre que le marché du travail français permet une vraie mobilité professionnelle ascendante. La courbe n'a pas marqué de pause, même pendant les crises économiques récentes. Les entreprises privées sont le principal moteur de cette mobilité. En 2024, sur un total d'environ 370 000 accessions au statut de cadre, 66 600 ont été le fruit d'une promotion interne, soit près d'une sur cinq. Un quart supplémentaire concerne des salariés qui deviennent cadres en changeant d'entreprise. Entre 2022 et 2024, la promotion interne a concerné chaque année entre 65 000 et 80 000 salariés, représentant 18 à 22 % des accessions au statut de cadre. C'est un volume considérable, largement sous-estimé dans le débat public. Les entreprises jouent donc un rôle déterminant dans la mobilité sociale, en valorisant l'expérience, les compétences et l'engagement de leurs salariés. Mieux suivre les parcours, valoriser les dispositifs existants et sensibiliser les partenaires sociaux permettraient d'accélérer les évolutions de carrière et d'élargir les perspectives pour les salariés.

>> La promotion interne, moteur important de l'accession au statut de cadre.

## DONNER CONFIANCE DANS LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Nombre d'offres d'emploi liées à l'IA



Source : PwC, Global AI Jobs Barometer – France Analysis.

### La crainte d'un impact négatif de l'IA sur l'emploi prolonge les inquiétudes liées à l'automatisation.

Certains métiers sont effectivement amenés à évoluer significativement, voire à disparaître.

Mais les évolutions récentes montrent aussi que l'IA crée de nouvelles opportunités. En France, les offres d'emploi liées à l'IA ont été multipliées par huit en cinq ans. De nouveaux métiers hybrides émergent, tirant la demande de travail à la hausse.

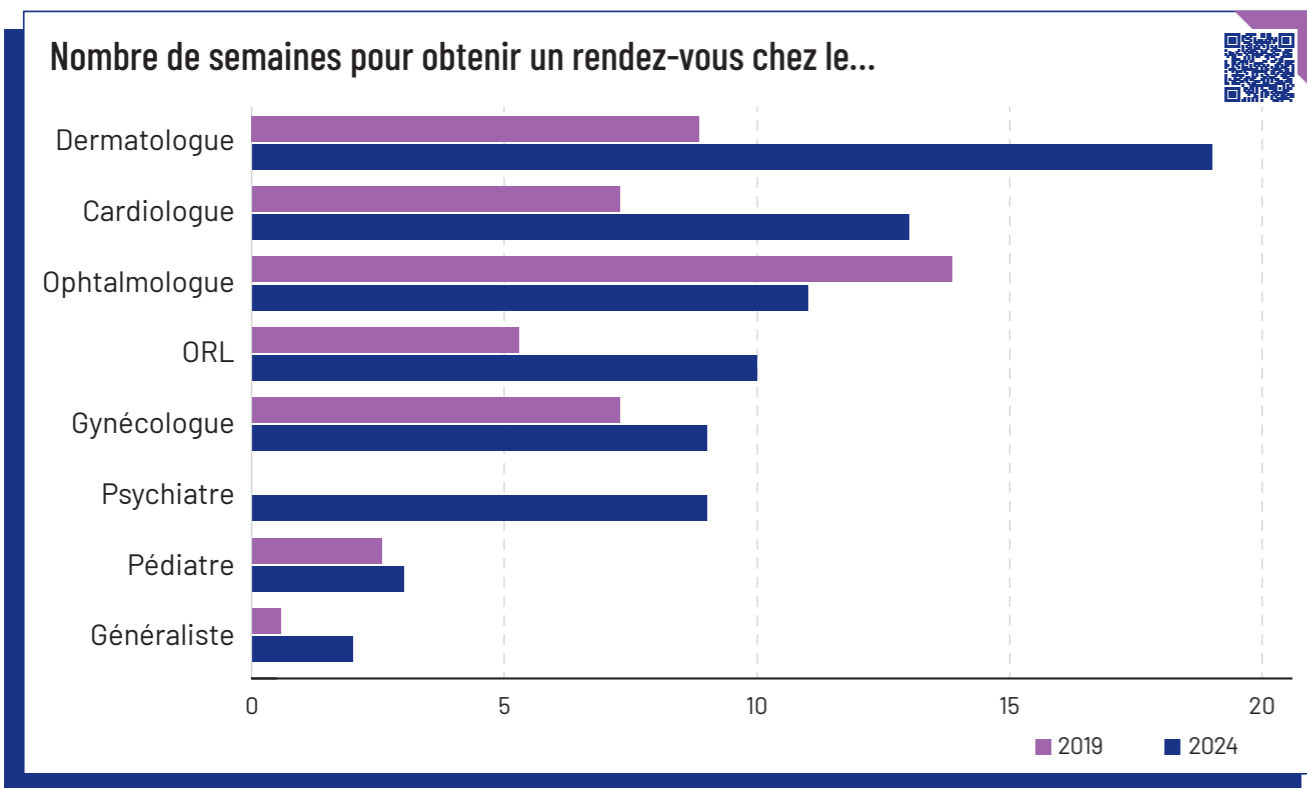
L'IA transforme les compétences plutôt qu'elle ne supprime les emplois. Elle constitue un levier majeur de gains de productivité pour les entreprises, à condition d'en accélérer la diffusion.

Cela suppose des politiques publiques facilitant l'accès aux formations à l'IA, non seulement dans les cursus scolaires, mais aussi au sein des TPE-PME. Les dirigeants doivent s'engager davantage dans cette transformation.

Alliée à un investissement volontariste dans les compétences critiques, l'IA représente pour la France et l'Europe une opportunité majeure de rattraper leur retard de développement économique et de préparer l'avenir.

>> Si l'IA automatise certaines tâches, elle crée également des opportunités pour transformer les compétences et stimuler la productivité des employés.

## PERMETTRE UN ACCÈS FACILE AUX SERVICES DE SANTÉ



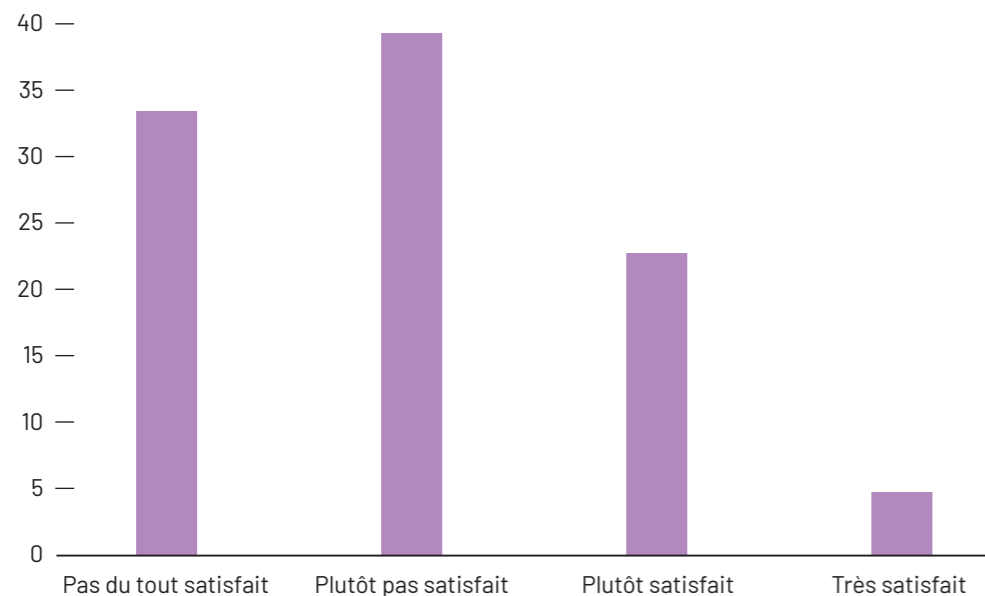
**Obtenir un rendez-vous médical prend de plus en plus de temps en France.** Entre 2019 et 2024, les délais se sont allongés dans quasiment toutes les spécialités. Si les généralistes restent encore relativement accessibles, l'attente augmente déjà légèrement. Mais c'est surtout chez les spécialistes que la situation se dégrade nettement. Certains délais deviennent particulièrement longs : il faut désormais patienter plusieurs mois pour consulter un dermatologue, et les délais ont aussi fortement augmenté chez les cardiologues, ORL ou gynécologues. Même les spécialités déjà sous tension, comme la psychiatrie, restent difficiles d'accès. Cette complication croissante de l'accès aux soins pour les Français signifie des diagnostics plus tardifs, des prises en charge retardées et, pour beaucoup de patients, un renoncement aux soins.

Cette évolution reflète les tensions croissantes du système de santé, entre manque de médecins, vieillissement de la population et hausse des besoins médicaux. L'accès aux soins ne peut plus se limiter à la question de l'installation des médecins. Il faut une approche territoriale fondée sur une cartographie fine des besoins de chaque bassin de vie, avec des solutions adaptées à chaque réalité locale. Accélérer la délégation de tâches vers les infirmiers, développer massivement la téléconsultation et la télé-expertise, et soutenir les organisations de soins coordonnées sont des leviers indispensables pour réduire le fossé entre villes et campagnes.

>> L'accès aux soins est une gageure, avec des inégalités territoriales fortes.

## EN AVOIR POUR SES IMPÔTS

Appréciation de la manière dont l'argent public issu des impôts et des cotisations sociales est utilisé (en pourcentage de sondés)



Source : Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

**En 2025, 73 % des Français expriment une insatisfaction marquée quant à l'utilisation de l'argent public.** Ils n'étaient que 65 % en 2022. La défiance progresse donc rapidement.

Le problème n'est pas seulement que les Français considèrent payer trop d'impôts. C'est qu'ils n'ont plus confiance dans la façon dont ces prélèvements sont utilisés. Ils ne voient pas le résultat de leurs contributions.

Deux raisons expliquent ce sentiment. La dépense publique est devenue illisible : un empilement de dispositifs hérités du passé, sans priorisation ni évaluation. Et elle n'est pas assez efficace – on devrait faire davantage avec autant de moyens.

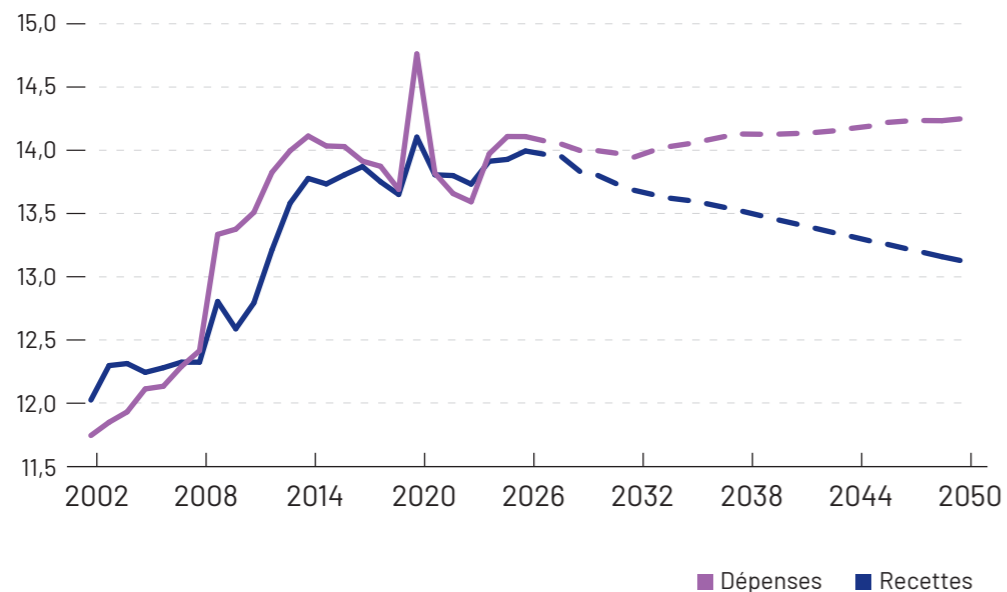
Malgré l'existence de dispositifs de performance budgétaire, les objectifs poursuivis et les résultats obtenus demeurent peu perceptibles pour les contribuables. L'action publique perd en crédibilité.

Restaurer la confiance suppose de rendre la dépense lisible, d'évaluer systématiquement chaque politique publique, de supprimer les dispositifs inefficaces et de rendre visibles les résultats concrets obtenus pour chaque euro dépensé.

>> Les Français sont de plus en plus nombreux à ne plus avoir confiance dans la capacité des autorités à utiliser correctement les impôts et cotisations sociales.

# AVOIR UNE RETRAITE

Dépenses et recettes du système de retraite (en pourcentage de PIB)



Source : Conseil d'orientation sur les retraites (COR).

## Le système de retraite français est structurellement déséquilibré par la démographie.

Le vieillissement de la population et la baisse de la natalité réduisent le nombre d'actifs par rapport aux retraités.

Le ratio actifs/retraités est passé de 2,1 au début des années 2000 à un niveau qui tombera sous 1,6 d'ici 2045. Le déficit global du système atteindrait 7 milliards d'euros en 2030, 15 milliards en 2035 et 30 milliards en 2045.

La suspension des réformes des retraites (Touraine et Borne) aggrave le besoin de financement et isole la France par rapport à l'ensemble de ses voisins, qui ont tous ajusté leur système.

Selon le Conseil d'orientation des retraites, reculer l'âge de départ en reflétant les gains d'espérance de vie est le seul moyen d'améliorer durablement les comptes sociaux, l'emploi et l'activité économique.

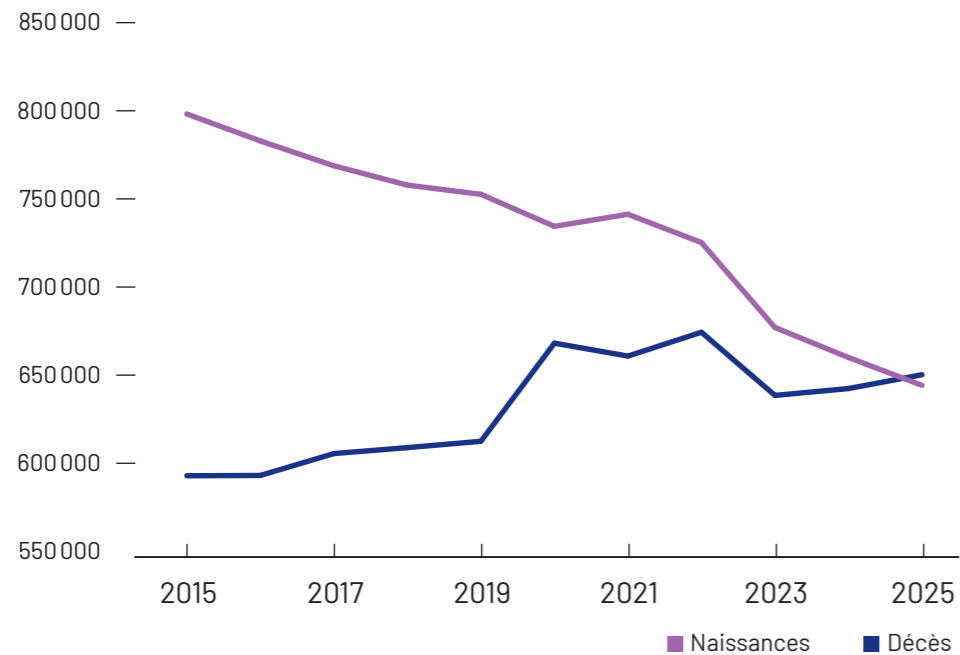
À défaut d'agir, les déficits se creuseront et pèseront sur les actifs et les générations futures.

La question est simple : veut-on faire peser sur nos enfants le coût croissant des retraites de leurs aînés ?

>> Le vieillissement de la population et la baisse de la natalité déséquilibrent structurellement et durablement le système de retraite.

## REDONNER L'ENVIE ET/OU LA POSSIBILITÉ DE FAIRE PLUS D'ENFANTS

Évolution des naissances et des décès



Source : Insee.

**En 2025, la France a enregistré pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale un solde naturel négatif : plus de décès que de naissances.** Le taux de fécondité est tombé à 1,56 enfant par femme, son plus bas niveau depuis 1918.

Ce taux est très en deçà du seuil de renouvellement des générations (2,1). Dans le même temps, les décès augmentent sous l'effet du vieillissement de la population et de l'arrivée des baby-boomers à des âges de forte mortalité.

Pourtant, les Français déclarent vouloir entre 2,3 et 2,5 enfants en moyenne. L'écart entre le désir et la réalité est donc considérable et croissant.

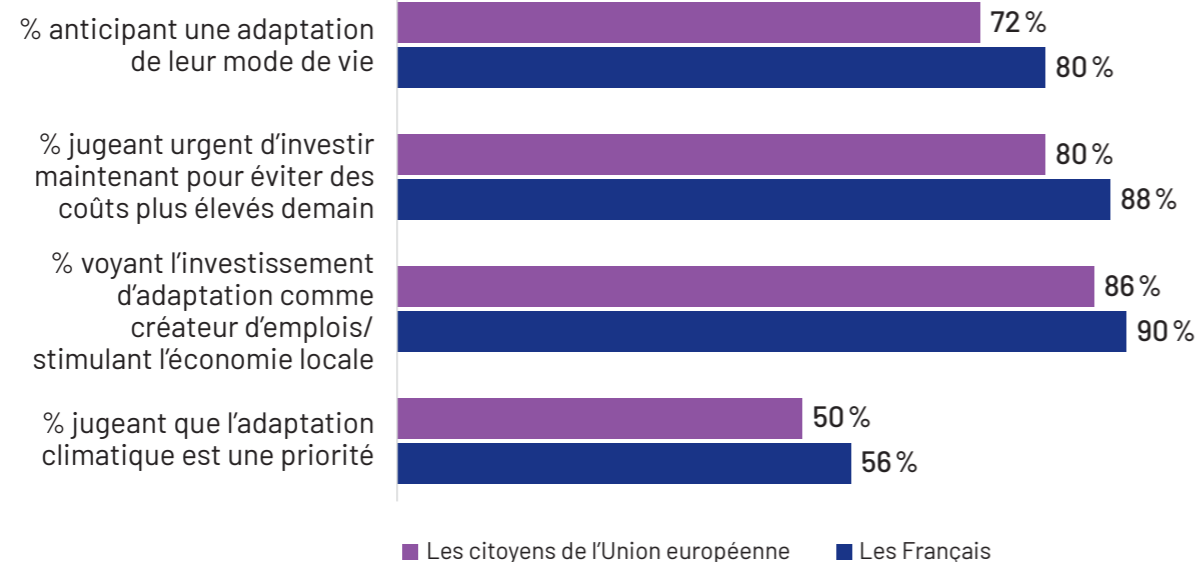
Plusieurs freins expliquent ce décalage : difficulté d'accès à des logements suffisamment spacieux, contraintes de pouvoir d'achat, conciliation difficile entre vie familiale et professionnelle, et insuffisance des solutions de garde.

Il n'existe pas de facteur unique à la dénatalité. L'action publique doit donc cibler simultanément tous ces freins pour permettre aux familles de réaliser leurs projets : logement, garde d'enfants, soutien financier et conciliation travail-famille.

>> Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France a connu plus de décès que de naissances en 2025.

# REDONNER UN AVENIR À LA PLANÈTE

## Sentiment des Français et des citoyens de l'Union européenne sur l'adaptation climatique



Source : The EIB Climate Survey (2024).

**Les Français sont lucides sur l'urgence climatique.** Plus d'un tiers de la population estime en effet que le changement climatique constitue l'une des trois priorités de la France ; selon l'Ademe, environ la moitié des Français déclarent un certain niveau de préoccupation ou de manifestations liées à l'écoanxiété.

À cette inquiétude répond une attente massive d'action concrète. 56 % des Français estiment important que la France s'adapte au changement climatique, 90 % voient l'investissement dans l'adaptation comme créateur d'emplois, et 88 % le jugent urgent pour éviter des coûts plus élevés demain. 80 % anticipent une adaptation de leur mode de vie.

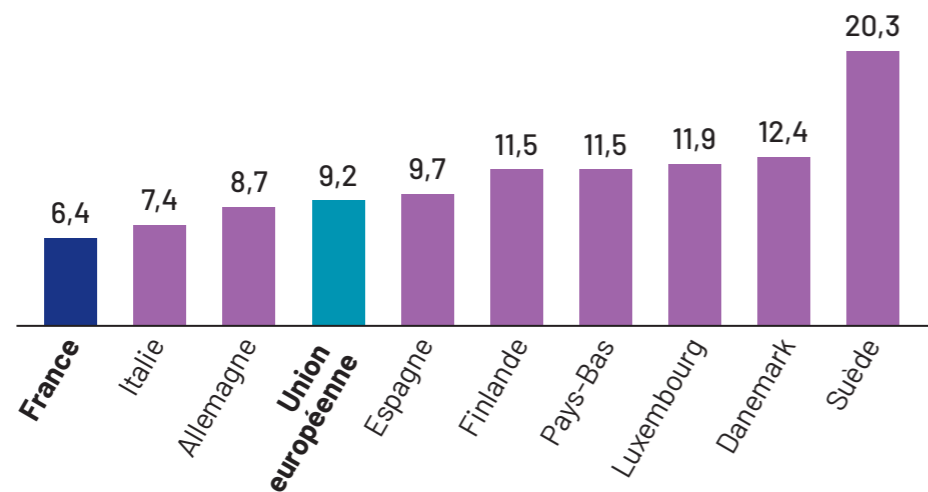
La transition écologique n'est pas un débat en France : c'est une attente. Les citoyens demandent à leur pays d'agir, et perçoivent l'investissement climatique comme une opportunité économique, non comme un fardeau. Mais ils rejettent fermement l'écologie punitive. 66 % estiment que les contraintes environnementales pénalisent la compétitivité des entreprises. 62 % jugent la fiscalité verte injuste. 84 % pensent que les mouvements écologistes imposent leurs convictions sans débat démocratique.

Cette double exigence — agir vite mais agir autrement — ouvre un boulevard pour une transition par l'innovation et l'investissement. Les entreprises sont attendues comme solutions : à elles de renforcer leurs réponses par des services et des produits bas carbone ou plus durables, des nouvelles opportunités professionnelles et une croissance responsable, plutôt que de subir une transition par la taxe et l'interdiction.

>> Les Français demandent une transition par l'investissement, pas par la contrainte.

# PERMETTRE À CHACUN D'ENTREPRENDRE

Part des PME à forte croissance dans le total des entreprises  
(en pourcentage)



N. B. : Les PME à forte croissance sont définies comme les entreprises d'au moins 10 salariés ayant enregistré une croissance de leur chiffre d'affaires supérieure à 10 % sur trois ans. Source : Eurostat.

## La France bat des records de créations d'entreprises avec 1,2 million de créations en 2025.

Mais près des deux tiers sont des microentreprises. Ces structures représentent 97 % des entreprises françaises, mais seulement 19 % de la valeur ajoutée totale.

Le problème n'est pas uniquement de créer des entreprises : c'est de les faire grandir. La France ne compte que 6 % de PME à forte croissance, contre plus de 9 % en moyenne dans l'Union européenne et jusqu'à 20 % en Suède. Les entreprises françaises peinent à franchir les caps de taille.

De nombreux seuils – fiscaux, sociaux, réglementaires – renchérissent brutalement les coûts ou les obligations au-delà de certaines tailles. Ces effets de seuil découragent la croissance et maintiennent artificiellement les entreprises dans des catégories de petite taille.

Le bon baromètre de politique économique n'est pas le nombre de créations, mais la facilité à faire émerger des entreprises plus solides, capables de recruter, d'investir, d'exporter et de résister aux chocs. Pour sécuriser le passage de la microentreprise à la PME, puis à l'ETI, il faut supprimer les effets de seuil les plus pénalisants, simplifier l'environnement pour recruter et investir, et faciliter l'accès au financement de croissance.

- >> La France bat des records de créations d'entreprises. Mais l'économie peine à faire grandir les entreprises suffisamment pour les rendre robustes.



## 2.2 REDONNER CONFIANCE AUX ENTREPRISES

Une vraie politique de croissance en Europe

**p. 82**

Attirer en France de grands investissements d'avenir

**p. 84**

Profiter de la révolution de l'IA

**p. 86**

Mieux gérer les finances publiques : l'exemple de l'éducation

**p. 88**

Faire de la rupture écologique un atout

**p. 90**

Moins taxer les facteurs de production

**p. 92**

Favoriser les transmissions d'entreprises

**p. 94**

Arrêter la dérive des dépenses de santé pesant sur les entreprises

**p. 96**

Simplifier massivement les contraintes réglementaires

**p. 98**

Simplifier massivement les barrières à l'entrée et les conditions d'exercice des entreprises de services

**p. 100**

Diminuer le nombre d'interlocuteurs publics

**p. 102**

Mieux former les salariés pendant toute leur vie

**p. 104**

Accéder à des fonds propres pour financer la croissance

**p. 106**

Financer les startups innovantes

**p. 108**

Faciliter le dialogue social

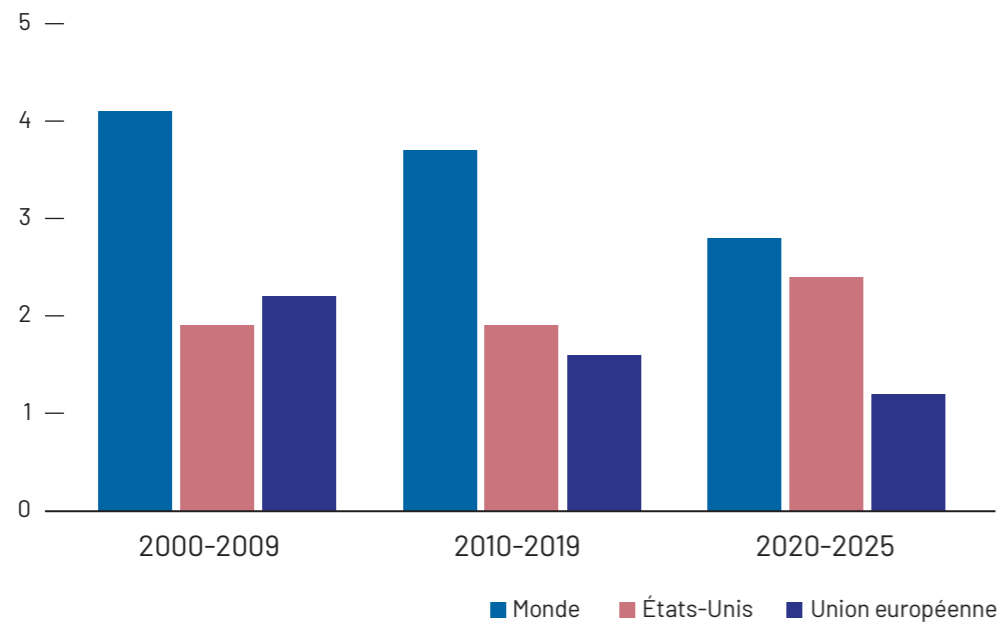
**p. 110**

Créer les conditions d'une stabilité et d'une lisibilité des décisions publiques

**p. 112**

# UNE VRAIE POLITIQUE DE CROISSANCE EN EUROPE

Croissance annuelle moyenne du PIB (en pourcentage)



Source : Banque mondiale.



**Dans les années 2000, l'Union européenne et les États-Unis faisaient jeu égal dans l'économie mondiale.** En 2024, le PIB de l'UE est inférieur de 32 % à celui des États-Unis. Le décrochage est massif. Ce recul tient d'abord aux insuffisances du marché unique, encore fragmenté dans des secteurs stratégiques comme la finance, l'énergie et les télécommunications. Il reflète ensuite le manque d'investissements à l'échelle européenne.

Cette fragmentation empêche l'émergence d'entreprises capables de rivaliser avec les géants américains et chinois. La politique de concurrence européenne freine trop souvent la consolidation des champions continentaux.

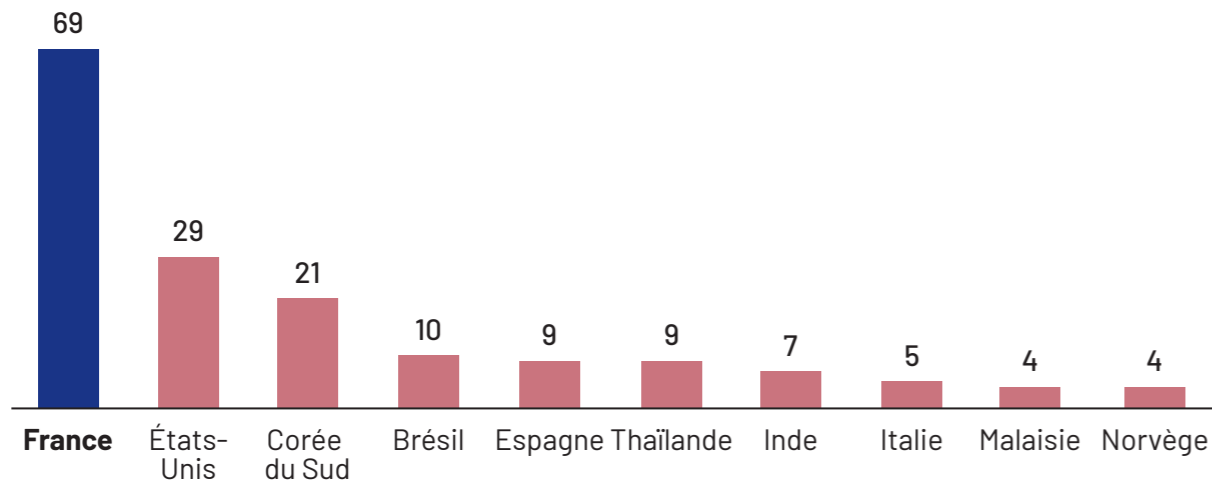
L'Europe dispose pourtant d'un atout majeur : la taille de son marché intérieur. Vraiment unifié – capitaux, travail, énergie –, il fournirait des perspectives de croissance décuplées aux entreprises du continent.

Pour exploiter ce potentiel, l'Union européenne doit achever l'intégration de ses marchés, adapter sa politique de concurrence pour permettre l'émergence de leaders européens, et mobiliser les investissements à l'échelle continentale. Cela suppose aussi de faire évoluer le cadre réglementaire bancaire européen afin de mieux orienter l'épargne vers le financement de l'économie et soutenir davantage l'investissement productif.

>> L'économie européenne est environ un tiers plus faible que celle des États-Unis, un écart alimenté par un manque d'investissement et par un marché unique encore pas suffisamment approfondi.

# ATTIRER EN FRANCE DE GRANDS INVESTISSEMENTS D'AVENIR

Principaux bénéficiaires des investissements  
dans les centres de données en 2025 (en milliards de dollars)



Source : UN Trade & Development.

**En 2025, la France est le pays qui a reçu le plus d'investissements étrangers pour la construction de data centers** : 69 milliards de dollars, soit environ deux fois plus que les États-Unis.

Ces investissements portent sur des projets structurants – campus IA, hyperscalers –, qui sont des éléments clés de la souveraineté numérique. Ce résultat dément le récit du déclin français.

Ce succès repose sur un alignement rare des politiques publiques, impulsé par le Sommet pour l'action sur l'IA de février 2025. L'État a capitalisé sur des atouts structurants : énergie décarbonée et connectivité.

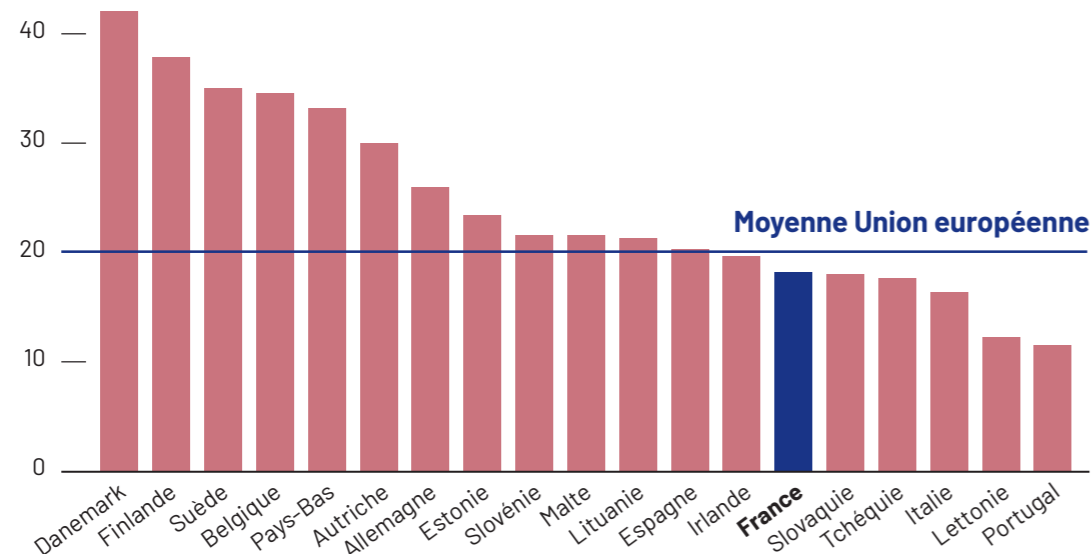
Il a aussi levé rapidement les obstacles administratifs via des procédures accélérées et un accompagnement dédié, tout en construisant un véritable écosystème articulé avec l'IA et les financements publics.

Ce modèle prouve que la France peut attirer et organiser sa compétitivité quand elle aligne stratégie, simplification et moyens. Il est répliquable dans d'autres secteurs, mais doit réduire sa dépendance aux capitaux étrangers et anticiper les contraintes énergétiques.

>> Le succès des data centers montre que lorsque la France aligne stratégie publique, infrastructures et simplification administrative, elle parvient à attirer les investissements et à prendre un leadership mondial.

# PROFITER DE LA RÉVOLUTION DE L'IA

Pourcentage d'entreprises\* utilisant au moins une technologie liée à l'IA en 2025



\* Sociétés non financières d'au moins 10 salariés.  
Source : Eurostat.

**En 2025, la part des entreprises françaises utilisant au moins une forme d'IA a doublé, pour atteindre 18 %. C'est une progression notable, mais la France reste en retard : 26 % en Allemagne, 33 % aux Pays-Bas, 40 % en Finlande.**

Ce décalage traduit une prise de conscience tardive du potentiel de l'IA par les entreprises françaises, en particulier les PME, qui manquent de ressources et d'accompagnement pour opérer cette transformation. Selon le FMI, l'IA peut générer jusqu'à un point de productivité supplémentaire au bout de cinq ans. Cela représente des dizaines de milliards d'euros de production en plus, sans augmenter la quantité d'heures travaillées.

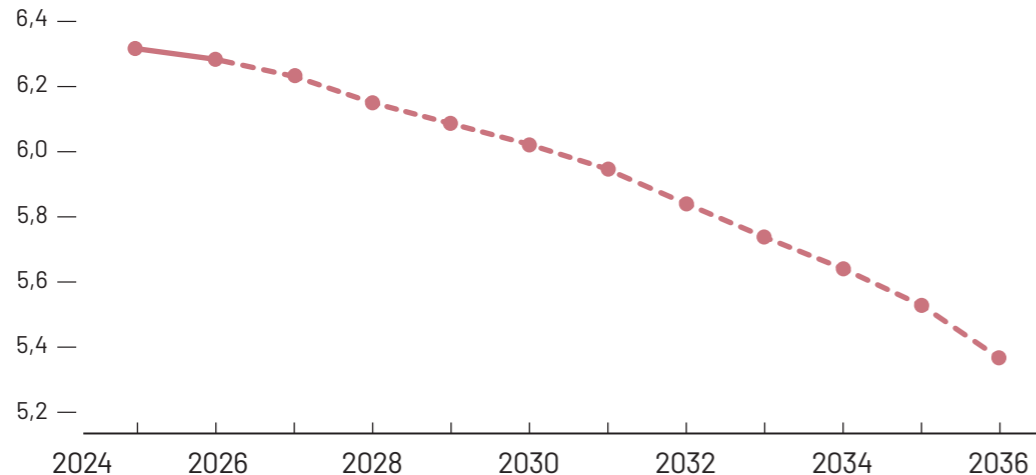
La vitesse et l'ampleur de l'adoption de l'IA constituent donc un enjeu capital. Le retard pris par les entreprises françaises les expose à un risque de décrochage concurrentiel face à leurs homologues européennes et mondiales.

Pour préserver la production et les emplois, il est nécessaire de créer les conditions d'une diffusion rapide de l'IA dans toutes les entreprises. Cela passe par des formations accessibles, un accompagnement des PME et un investissement public ciblé.

>> L'intelligence artificielle permet des gains de productivité, qu'il faut désormais diffuser rapidement au plus grand nombre d'entreprises et d'actifs.

## MIEUX GÉRER LES FINANCES PUBLIQUES : L'EXEMPLE DE L'ÉDUCATION

Nombre de jeunes en âge d'être au collège ou au lycée (en millions)



Source : Insee et projections MEDEF.

### Le vieillissement démographique de la France se répercute déjà sur le système éducatif.

Le nombre de collégiens et de lycéens devrait diminuer de plus d'un million dans les dix prochaines années. Cela implique moins de classes, moins d'établissements dans les centres urbains, et potentiellement moins de besoins en enseignants.

Un élève du secondaire coûte environ 10 000 euros par an aux finances publiques. La baisse des effectifs peut donc générer des économies substantielles pour contribuer à l'assainissement budgétaire.

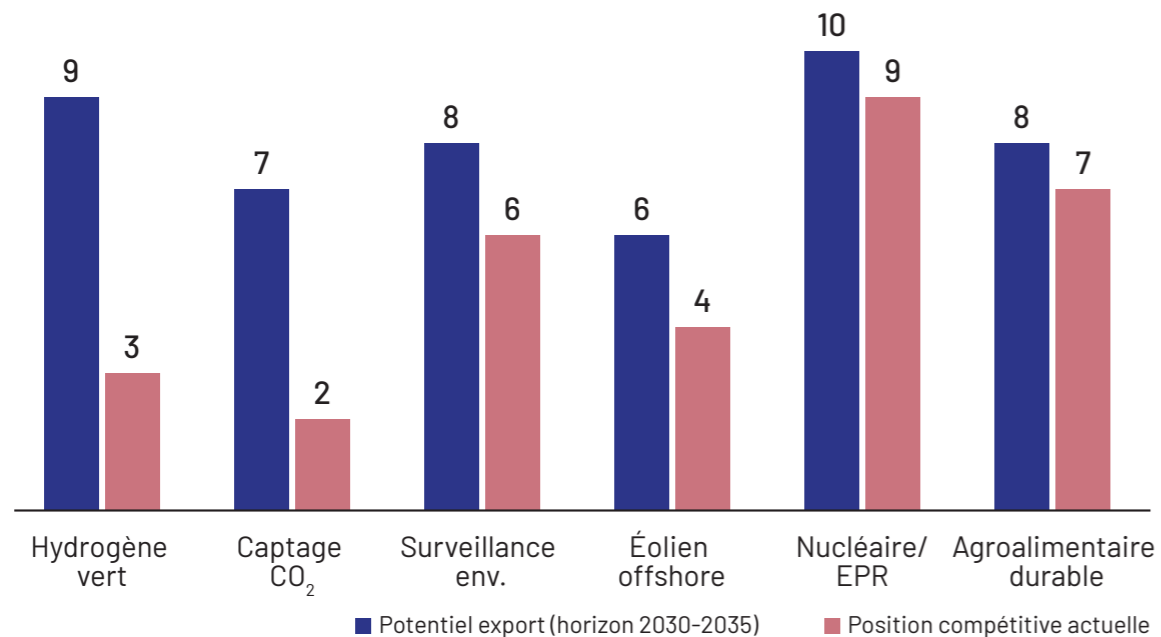
Mais ces marges peuvent aussi financer un saut qualitatif dans l'éducation : politique volontariste d'orientation et de professionnalisation, renouvellement de la pédagogie, recours massif à l'intelligence artificielle.

C'est d'autant plus crucial que le nombre de jeunes actifs diminuera mécaniquement. Il sera donc essentiel de former chacun d'entre eux au mieux pour maximiser leur contribution à l'économie et à la société.

>> 1 million d'élèves en moins dans les dix prochaines années.

# FAIRE DE LA RUPTURE ÉCOLOGIQUE UN ATOUT

Secteurs verts français : position actuelle vs potentiel export (notes sur 10 points)



Source : Banque de France.

**Le marché mondial de la transition énergétique pourrait tripler d'ici à 2035, pour atteindre 5 000 milliards de dollars.** La France dispose d'atouts réels pour en capter une part significative, mais ses positions sont très inégales selon les filières.

Le nucléaire (EPR) est le secteur où la France est la mieux positionnée : 10/10 en potentiel export et 9/10 en position compétitive actuelle. L'agroalimentaire durable (8/10 et 7/10) constitue un autre point fort. Ce sont des filières à consolider en priorité. À l'inverse, l'hydrogène vert (potentiel 9/10, mais position actuelle 3/10) et le captage de CO<sub>2</sub> (7/10 et 2/10) représentent des opportunités majeures mais où tout reste à construire. L'éolien offshore (6/10 et 4/10) est en retard face à la concurrence internationale.

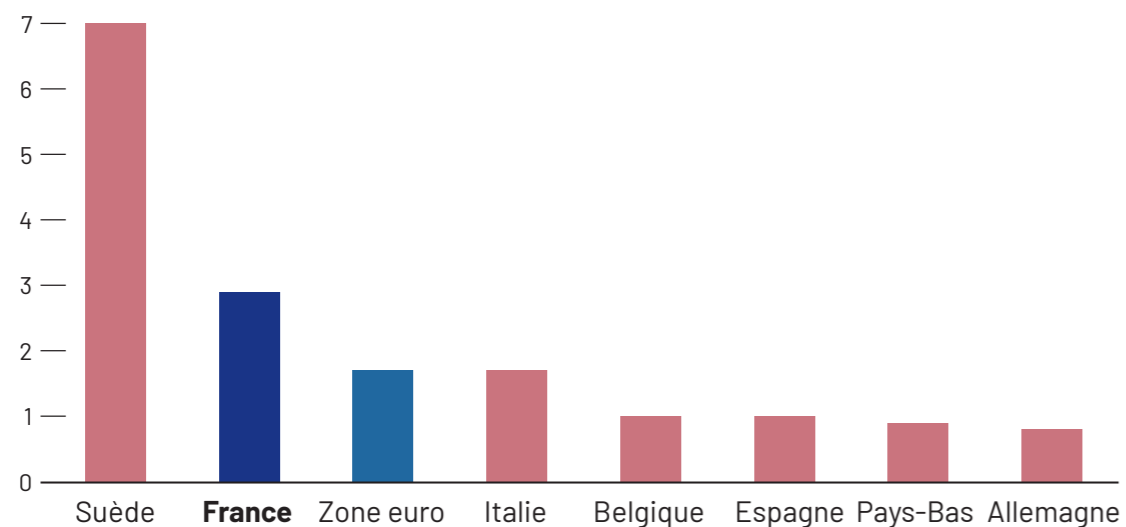
La Chine contrôle déjà 68 à 85 % du marché mondial des batteries, panneaux solaires, pompes à chaleur, éolien et véhicules électriques, grâce à des politiques industrielles offensives qui permettent à ses usines de casser les prix.

La transition doit être conduite comme un grand projet industriel. La France doit faire émerger des industries bas carbone compétitives, localiser davantage la fabrication en Europe, sécuriser les chaînes d'approvisionnement en matériaux stratégiques et développer des débouchés pour les produits européens.

>> La transition énergétique est un marché mondial en pleine expansion et une opportunité de réindustrialisation pour la France – à condition de savoir s'y positionner.

## MOINS TAXER LES FACTEURS DE PRODUCTION

Impôt de production des entreprises en 2024 (en pourcentage du PIB)



Source : Eurostat.

**Les impôts sur la production sont des charges fiscales payées par les entreprises indépendamment de leur rentabilité.** Ils sont particulièrement nocifs car ils freinent l'activité même quand l'entreprise ne fait pas de bénéfices.

En 2024, ces impôts s'élèvent à 76 milliards d'euros en France, soit 3 % du PIB. C'est le double de la moyenne de la zone euro (1,5 %) et près de quatre fois le niveau de l'Allemagne (0,8 %).

Malgré la réforme engagée en 2021, les montants n'ont jamais réellement baissé. Cet écart avec les concurrents pèse sur la compétitivité et l'investissement, et explique en partie la désindustrialisation et le déficit commercial français.

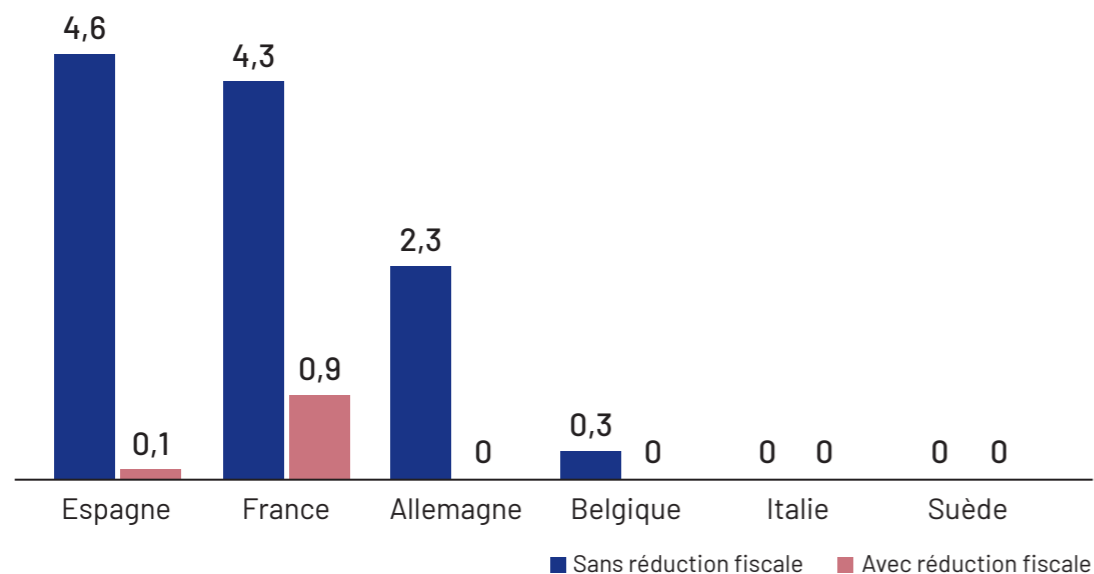
Le Conseil des prélèvements obligatoires souligne la nécessité d'un cadre fiscal stable et lisible pour l'industrie française. La convergence vers la moyenne européenne est une condition de la réindustrialisation.

Cela passe notamment par la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S), afin de redonner des marges de manœuvre aux entreprises.

>> La France est l'un des pays européens où l'on taxe le plus l'activité productive, ce qui la rend moins compétitive.

## FAVORISER LES TRANSMISSIONS D'ENTREPRISES

Coût d'une transmission d'entreprise d'une valeur de 10 millions d'euros  
(en millions d'euros)



Source : KPMG.

**Le pacte Dutreil permet de réduire l'impôt lors de la transmission d'une entreprise.** Il est parfois contesté, à tort, pour son coût présumé pour les finances publiques. En réalité, il ne fait qu'atténuer une fiscalité particulièrement lourde.

Par comparaison, la transmission d'entreprise est beaucoup moins taxée, voire totalement exonérée dans la plupart des pays européens. Malgré le pacte Dutreil, transmettre une entreprise coûte bien plus cher en France qu'en Espagne, Italie, Belgique, Allemagne ou Suède. Sans ce dispositif, la fiscalité serait si élevée que de nombreuses PME et ETI seraient démantelées ou délocalisées au moment du départ du dirigeant. Le tissu productif et les emplois dans les territoires en souffriraient directement.

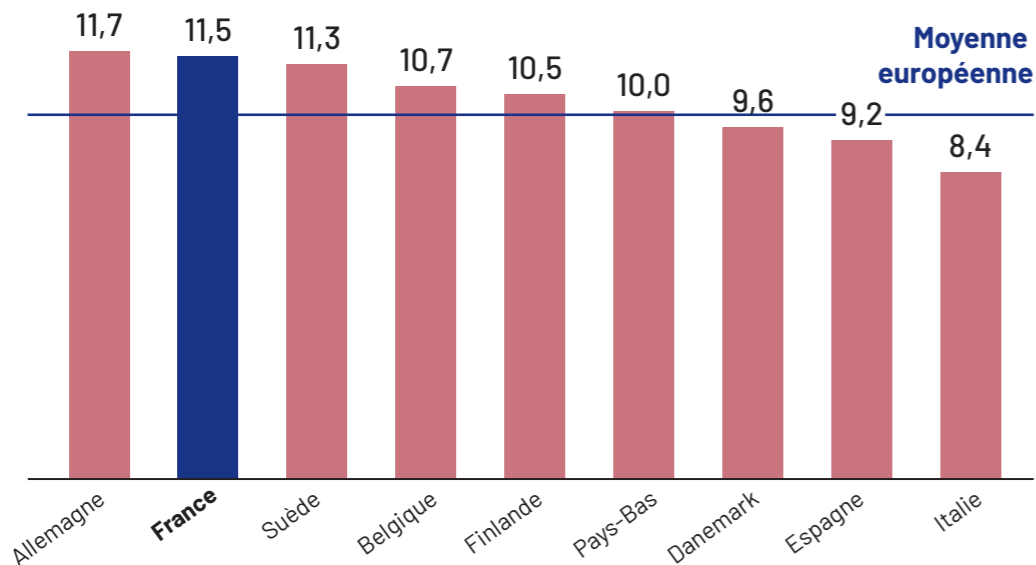
Le pacte Dutreil est donc un outil essentiel pour assurer la pérennité des entreprises françaises lors de leur transmission. Il préserve des emplois, de l'activité et des recettes fiscales à long terme. Il doit être absolument maintenu et stabilisé.

De très nombreux chefs d'entreprise vont arrêter leur activité dans les prochaines années. La priorité est donc d'alléger la fiscalité sur les transmissions pour la rapprocher des standards européens, et non de fragiliser un dispositif qui protège le tissu économique.

>> En France la transmission d'une entreprise est beaucoup plus taxée que dans la plupart des pays européens, mettant en péril la préservation du tissu économique.

# ARRÊTER LA DÉRIVE DES DÉPENSES DE SANTÉ PESANT SUR LES ENTREPRISES

Dépenses de santé en 2023 (en pourcentage du PIB)



Source : Eurostat.

**La France est le 2<sup>e</sup> pays d'Europe qui dépense le plus pour la santé, avec 11,5 % du PIB contre 10,4 % en moyenne dans l'UE.** Les dépenses ont fortement augmenté sur la dernière décennie, tirées par les maladies chroniques qui expliquent 71 % de la progression entre 2015 et 2023. Pour autant, la qualité des soins n'est pas meilleure qu'ailleurs selon l'OCDE. La France dépense donc davantage sans obtenir de résultats supérieurs. Ce décalage entre moyens et résultats interroge l'efficacité du système.

Les entreprises financent une part plus importante du système de santé que dans la plupart des pays développés, via les cotisations employeurs et les contributions obligatoires aux complémentaires. Ce poids pèse sur la compétitivité et le coût du travail.

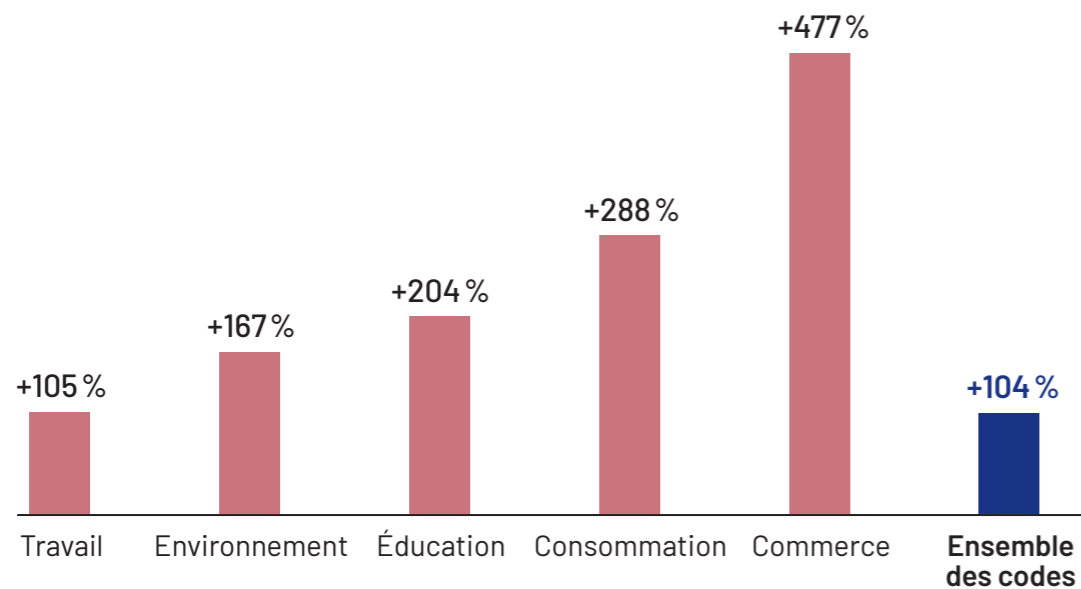
La hausse structurelle des dépenses, alimentée par le vieillissement, met à l'épreuve la pérennité du modèle. Il sera de plus en plus difficile de financer les besoins supplémentaires tout en maintenant la quasi-gratuité des soins pour les patients.

Pour endiguer cette dérive, il faut mieux organiser le système : développer la prévention, utiliser davantage les outils numériques, mieux suivre les patients chroniques, améliorer la coordination des soins et responsabiliser l'ensemble des acteurs.

>> La hausse incontrôlée des dépenses de santé fragilise le modèle social et fait peser un poids croissant sur les entreprises sans améliorer la qualité des soins.

# SIMPLIFIER MASSIVEMENT LES CONTRAINTES RÉGLEMENTAIRES

Évolution du nombre de mots dans les principaux codes entre le début des années 2000 et 2024



Source : Légifrance.

**La simplification administrative est un objectif affiché depuis des décennies.** Depuis 1969, 38 lois publiées au *Journal officiel* comportent le mot « simplification » dans leur titre. Les résultats tangibles restent pourtant introuvables. Le corpus législatif et réglementaire ne cesse de croître. Le nombre de mots sur Légifrance a plus que doublé en vingt ans pour atteindre 46 millions de mots fin 2025. Chaque norme nouvelle s'ajoute aux précédentes sans en supprimer.

Cette inflation normative pèse lourdement sur les entreprises et les citoyens : temps perdu en formalités, recours obligatoire à des juristes, crainte permanente de contrôles punitifs. C'est aussi un fardeau colossal pour l'administration elle-même.

D'autres pays ont obtenu des résultats concrets. L'Italie et l'Allemagne s'interdisent de surtransposer les directives européennes. Les États-Unis et le Canada prévoient l'extinction automatique des normes après cinq ans si leur utilité n'est pas démontrée.

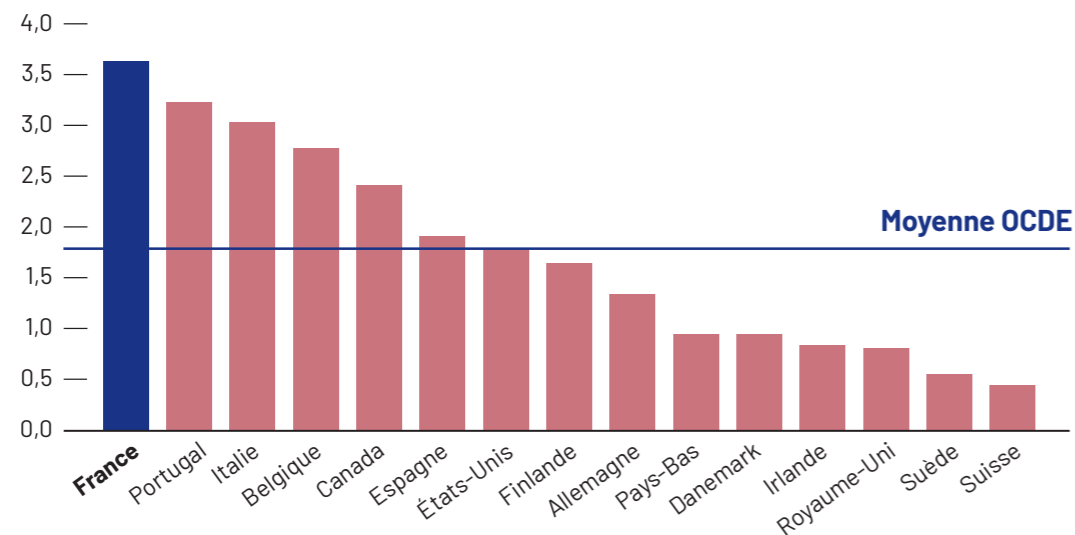
Simplifier vraiment redonnerait de l'air aux entrepreneurs et aux Français. Il faut s'inspirer de ces bonnes pratiques, mener des études d'impact systématiques en amont et poser le principe qu'une règle qui ne produit pas de résultats doit disparaître.

>> La France croule sous une marée réglementaire qui freine son économie. Il est temps de simplifier vraiment : moins de normes, plus d'efficacité.

# SIMPLIFIER MASSIVEMENT LES BARRIÈRES À L'ENTRÉE ET LES CONDITIONS D'EXERCICE DES ENTREPRISES DE SERVICES

## Barrières à l'entrée pour les entreprises de services en 2023

(indice : 0 = faible restriction, 6 = forte restriction)



Source : OCDE, Product Market Regulation (PMR) indicators.

**Le secteur des services représente près de 80 % de l'économie française.** Pourtant, selon l'OCDE, les barrières à l'entrée y sont plus de deux fois supérieures à la moyenne des pays développés.

Ces barrières prennent des formes multiples : procédures administratives lourdes, licences d'exercice, exigences de qualification disproportionnées, réglementation des prix. Elles sont particulièrement fortes dans les professions réglementées et le commerce de détail.

Ces contraintes limitent l'entrée de nouveaux acteurs et freinent la concurrence. Elles ralentissent la diffusion de nouvelles pratiques et technologies. Elles favorisent les entreprises déjà en place et créent des rentes de position.

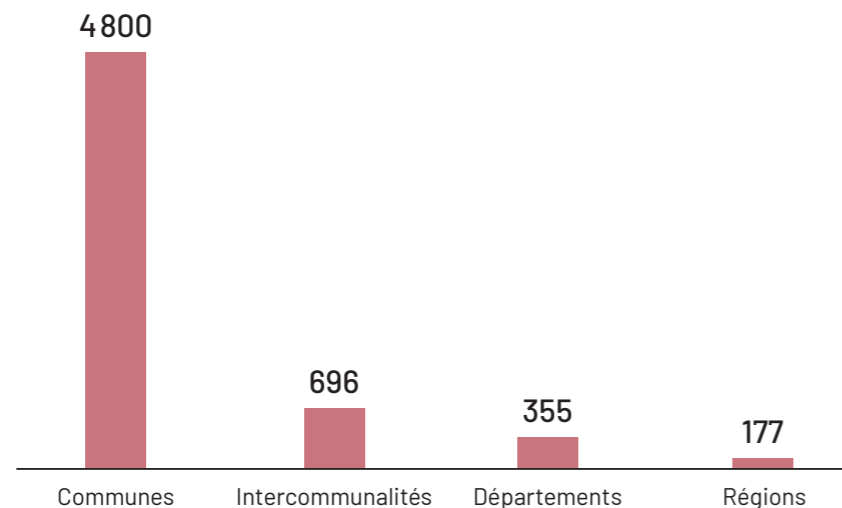
Les consommateurs en sont les premières victimes : prix plus élevés, choix limité, innovation insuffisante. L'économie française dans son ensemble y perd en dynamisme et en productivité.

Alléger de manière ciblée ces barrières réglementaires, en commençant par les professions réglementées et le commerce de détail, conduirait à des gains de productivité significatifs et à un meilleur bien-être pour les consommateurs.

>> Malgré son poids dans l'économie française, le secteur des services est l'un des plus réglementés de l'OCDE.

## DIMINUER LE NOMBRE D'INTERLOCUTEURS PUBLICS

Coût annuel du millefeuille territorial (en millions d'euros)



N. B. : L'importance du coût provient des communes du fait principalement de leur nombre, chaque heure consacrée par commune à se coordonner avec d'autres niveaux de collectivité ou avec l'État étant à démultiplier par près de 35 000.  
Source : Rapport sur les coûts des normes et de l'enchevêtrement des compétences entre l'État et les collectivités : évaluation, constats et propositions.

**La France compte plus de 520 000 élus locaux, un nombre par habitant sans équivalent en Europe, en lien direct avec ses quelque 35 000 communes.** Les compétences sont éclatées entre communes, intercommunalités, départements, régions et services de l'État.

Cet enchevêtrement a un coût estimé à au moins 6 milliards d'euros par an, dont 4,8 milliards pour les seules communes. La mauvaise coordination entre acteurs territoriaux explique 85 % de ce montant, devant les coûts de gestion des financements croisés.

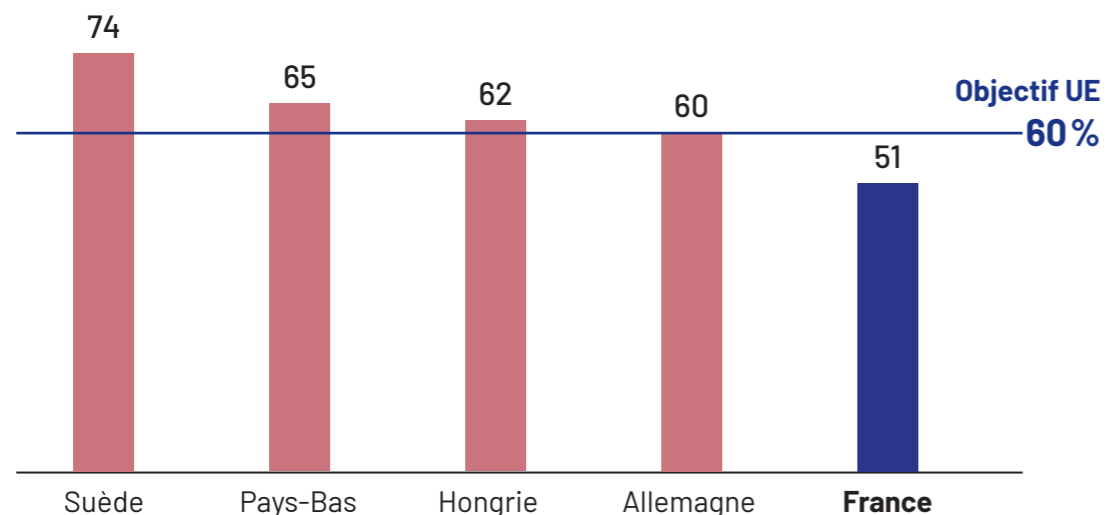
L'importance du coût s'explique par le nombre de communes : chaque heure consacrée à la coordination avec d'autres niveaux de collectivité est à multiplier par 35 000. Ce phénomène rend l'action publique locale illisible et dissimule les responsabilités. Malgré la réorganisation de la loi NOTRe (2015), les enchevêtrements restent nombreux. La décentralisation est inaboutie : trop de niveaux, trop d'interlocuteurs, pas assez de résultats mesurables.

Simplification, efficacité et économie sont indissociables d'une clarification des compétences. Il faut instaurer le principe « 1 compétence = 1 responsable », renforcer la coordination autour du préfet et réduire le nombre d'interlocuteurs pour accélérer les projets et faciliter les démarches.

>> Trop d'échelons, trop d'interlocuteurs : il faut instaurer le principe « 1 compétence = 1 responsable ».

## MIEUX FORMER LES SALARIÉS PENDANT TOUTE LEUR VIE

Part des 25-64 ans formés sur les douze derniers mois en 2022  
(en pourcentage)



Source : PIAAC pour Eurostat.

### Plus les salariés sont formés, plus ils sont productifs et plus les niveaux de vie progressent.

L'Union européenne s'est fixé l'objectif de former 60 % des 25-64 ans chaque année d'ici à 2030.

L'Allemagne l'atteint déjà (60,4 %), les Pays-Bas font mieux (65,2 %) et la Suède excelle (73,9 %).

La France est très loin du compte : seuls 51 % des 25-64 ans ont été formés en 2022. Ce retard se traduit par des lacunes mesurables en numératie, littératie et résolution de problèmes selon les classements de l'OCDE. Le rapport Draghi fait de la formation et du développement des compétences l'axe majeur des politiques sociales européennes. L'enjeu est d'autant plus crucial que les mutations technologiques, notamment l'IA, transforment les métiers à grande vitesse.

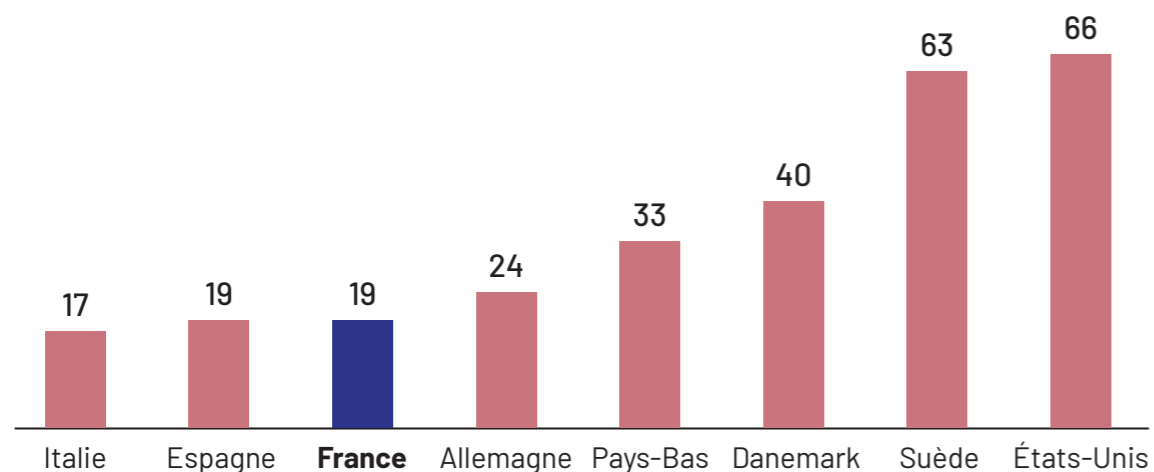
Paradoxalement, 67 % des entreprises françaises perçoivent la formation comme un levier de performance. Mais seules 46 % prévoient d'investir davantage dans les trois à cinq prochaines années. Cet écart entre perception et action révèle un problème culturel.

Entreprises et pouvoirs publics doivent changer de regard : la formation n'est pas une obligation coûteuse mais un investissement. Développer les compétences tout au long de la vie est indispensable pour soutenir la productivité et accompagner les mutations technologiques.

- >> La formation professionnelle est un levier de performance pour les entreprises ; elle doit être appréhendée comme un investissement, et pas seulement comme un coût.

## ACCÉDER À DES FONDS PROPRES POUR FINANCER LA CROISSANCE

Part de l'épargne des ménages investie directement ou indirectement en actions d'entreprises (en pourcentage)



N. B. : La détention indirecte correspond aux parts placées en actions des produits d'assurance-vie, des fonds de pension, des organismes de placement collectif ou d'autres produits financiers. Source : calculs Rexecode à partir de BCE, Lappe et Pinkus (2025) et Réserve fédérale des États-Unis.

**Les ménages américains investissent 66 % de leurs actifs financiers en actions d'entreprises, sous toutes leurs formes (actions directes, fonds d'investissement, fonds de retraite).**

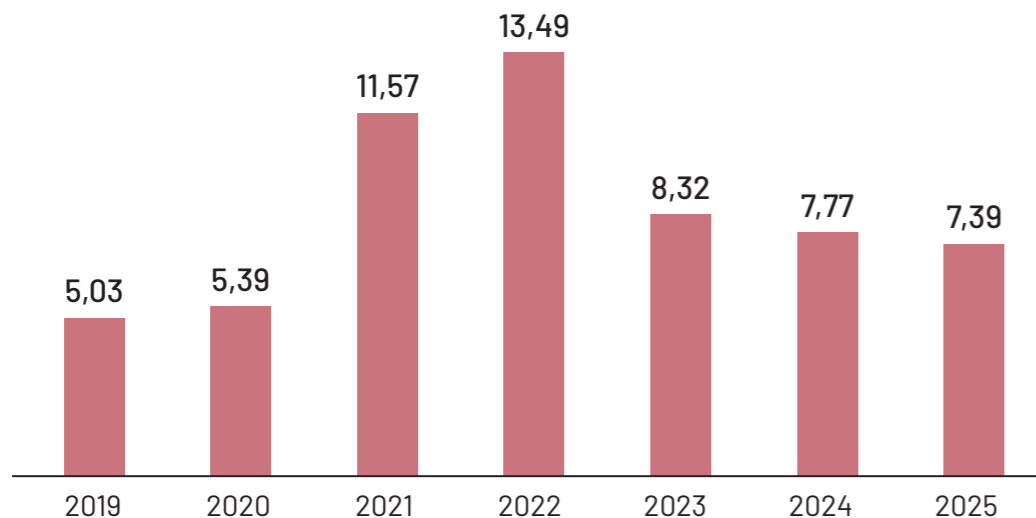
En France, cette proportion n'est que de 19 %, la plus faible parmi les grandes économies. L'Allemagne et la zone euro se situent à plus de 20 %. Cet écart s'observe dans tous les canaux : les fonds de retraite représentent près de 20 % de l'épargne aux États-Unis contre 4 % en France, les actions directes 14 % contre 8 %, et les fonds d'investissement 12 % contre 3 %. Ce décalage ne traduit pas un manque d'épargne — les Français épargnent davantage que les Américains. Il reflète une allocation insuffisante de cette épargne vers le financement en fonds propres des entreprises, que ce soit via la *private equity* ou les marchés cotés.

Ce déficit de fonds propres a des conséquences concrètes. Les entreprises françaises, moins bien capitalisées, disposent de marges réduites pour investir dans la R&D, la transition environnementale et la transformation digitale — trois domaines qui exigent des engagements lourds et de long terme. Mobiliser davantage l'épargne française vers les fonds propres des entreprises est un levier majeur de puissance économique. Cela suppose d'adapter la fiscalité de l'épargne, de développer les fonds de retraite par capitalisation et de renforcer l'attractivité des marchés de capitaux européens.

>> L'Europe épargne davantage que les États-Unis, mais finance moins l'innovation. Bien utilisée, l'épargne pourrait débrider la puissance économique.

# FINANCER LES STARTUPS INNOVANTES

Montants levés par les startups françaises (en milliards d'euros)



Source : Baromètre EY du capital-risque en France.

**Grâce aux taux bas et aux liquidités abondantes, la French Tech avait atteint un pic de levées de fonds en 2021-2022, avec une multiplication des licornes.** Depuis 2023, le retournement des conditions financières a changé la donne.

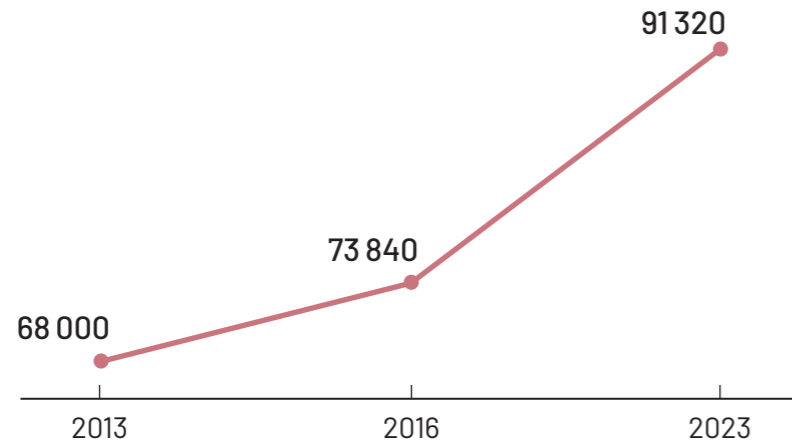
Les valorisations ont été revues à la baisse, les investisseurs sont devenus plus sélectifs, et les introductions en Bourse ou rachats sont plus rares. À l'échelle européenne, les investissements dans les startups ont chuté de plus de la moitié entre 2021 et 2024. Ce ralentissement reflète la fin d'un cycle d'argent facile et un changement de régime. Les investisseurs exigent désormais des modèles économiques rentables et une croissance maîtrisée. Les projets fragiles disparaissent, les plus solides se renforcent.

Le véritable défi est de transformer la « start-up nation » en « scale-up nation ». Cela suppose de permettre aux capitaux européens de prendre davantage de risques sur de plus gros montants, comme le fait le modèle américain. Un assouplissement fiscal inspiré du dispositif britannique SEIS/EIS permettrait d'attiser l'attractivité des investissements dans les startups françaises et d'accélérer la montée en puissance des entreprises les plus prometteuses.

>> Transformer la « start-up nation » en « scale-up nation ».

## FACILITER LE DIALOGUE SOCIAL

### Évolution du nombre d'accords conclus



Source : Direction générale du travail, Bilan de la négociation collective 2025.

### Les partenaires sociaux utilisent activement les espaces de négociation qui leur sont ouverts.

Ils savent trouver des solutions adaptées aux réalités du terrain, souvent plus fines que ce que la loi pourrait imposer.

Les ordonnances « travail » de 2017 ont renforcé cette dynamique en élargissant la négociation au niveau de l'entreprise, au plus près des besoins concrets des salariés et des employeurs.

Les résultats sont spectaculaires : le nombre d'accords d'entreprise est passé de 68 000 en 2013 à plus de 91 000 en 2023, soit une progression de plus de 30 %. La hausse s'est particulièrement accélérée après la réforme de 2017.

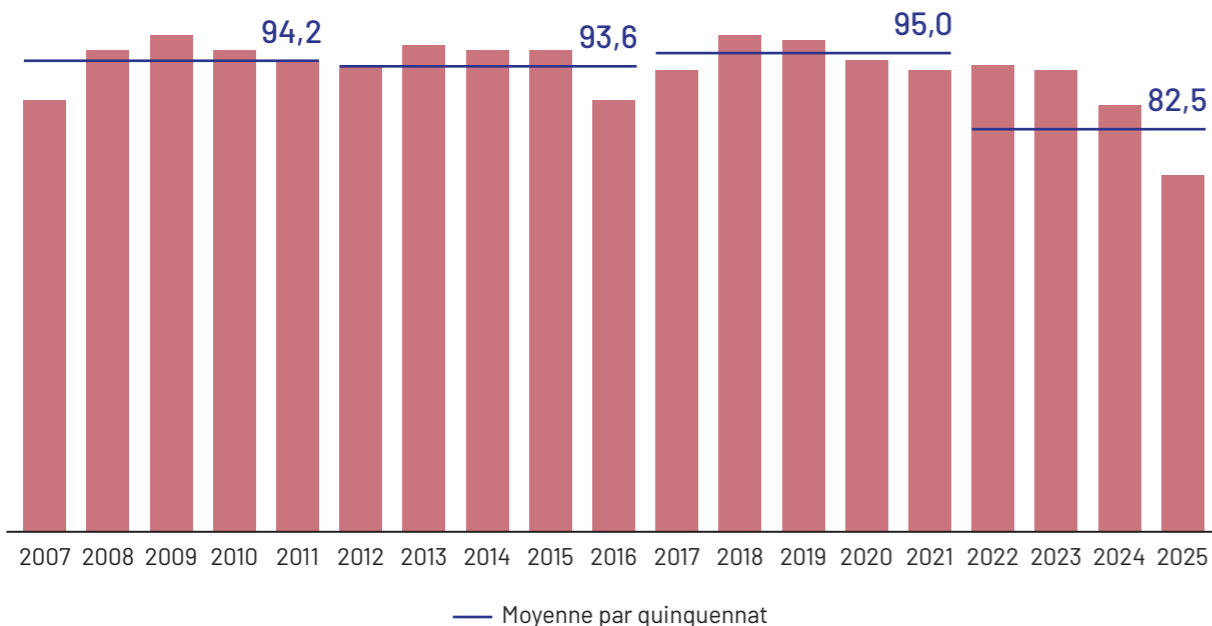
Ces chiffres démentent l'idée d'un dialogue social bloqué en France. Quand on leur donne l'opportunité de négocier, les partenaires sociaux s'en saisissent et parviennent à des accords.

Pour poursuivre cette dynamique, le dialogue social doit être respecté à tous les niveaux : entreprise, branche et interprofessionnel. L'État et les parlementaires doivent laisser les partenaires sociaux négocier librement et ne pas remettre en cause les équilibres trouvés lors de la traduction des accords dans la loi.

>> Quand on leur donne les moyens, les partenaires sociaux négocient et parviennent à des accords.

# CRÉER LES CONDITIONS D'UNE STABILITÉ ET D'UNE LISIBILITÉ DES DÉCISIONS PUBLIQUES

Taux moyens annuels d'application des lois (en pourcentage)



Source : Légifrance : Statistiques de la norme.

**Depuis une vingtaine d'années, les lois françaises sont devenues de plus en plus nombreuses et de plus en plus longues.** Le volume du droit a presque triplé – une tendance que les lois de simplification (38 projets depuis 1968) ne parviennent pas à stopper – sans que cela ne se traduise par une amélioration visible de l'efficacité de l'action publique. Pour les citoyens comme pour les entreprises, cela signifie souvent plus de complexité, des démarches plus lourdes et davantage d'incertitudes.

Dans le même temps, la capacité à appliquer réellement les lois semble s'éroder. Pendant longtemps, les taux d'application restaient élevés, autour de 90 à 95 %. Mais la tendance récente est à la baisse, avec un décrochage marqué ces dernières années, où seule une partie des mesures adoptées est effectivement mise en œuvre. Autrement dit, on continue de produire beaucoup de règles, mais elles sont moins souvent suivies d'effets concrets.

Cette accumulation pose une question de fond : l'enjeu n'est sans doute plus d'ajouter de nouvelles lois, mais de mieux les concevoir, de les simplifier et, surtout, de s'assurer qu'elles sont réellement applicables et utiles dans le temps.

>> **Jamais on n'a autant légiféré ; pourtant, jamais les lois n'ont été aussi peu appliquées. Difficile dans ces conditions instables d'être en conformité !**

## 1.1 DES RUPTURES MAJEURES

**P. 10**  
RUPTURE DES HIÉRARCHIES  
DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE



**P. 12**  
RUPTURE DES DYNAMIQUES  
DU COMMERCE MONDIAL DE MARCHANDISES



**P. 14**  
RUPTURE  
DES RAPPORTS DE FORCE MONDIAUX



**P. 16**  
RUPTURE  
DES DOMINATIONS TECHNOLOGIQUES



**P. 18**  
RUPTURE DE  
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



**P. 20**  
RUPTURE  
DES FLUX DE CAPITAUX



**P. 22**  
RUPTURE  
DU COÛT DE L'ÉNERGIE



**P. 24**  
RUPTURE  
CLIMATIQUE



## 1.2 UNE EUROPE QUI DÉCROCHE

**P. 28**  
UN DÉCROCHAGE  
DE PRODUCTIVITÉ



**P. 30**  
UNE INFLATION RÉGLEMENTAIRE EUROPÉENNE  
NON MAÎTRISÉE



**P. 32**  
UNE EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE  
EN DÉCLIN



**P. 34**  
UNE PERTE DE LEADERSHIP  
EN MATIÈRE D'INNOVATION



## 1.3 UNE FRANCE DÉCLASSÉE

**P. 38**  
UN PASSAGE EN  
DEUXIÈME DIVISION EUROPÉENNE



**P. 40**  
DES FACTEURS DE  
CROISSANCE À L'ARRÊT



**P. 42**  
UNE PEUR  
DE L'AVENIR



**P. 44**  
UN SYSTÈME ÉDUCATIF  
FIGÉ



**P. 46**  
UN RETARD CROISSANT  
EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT



**P. 48**  
UN RAPPORT AU TRAVAIL  
QUI SE DÉTÉRIORE



**P. 50**  
DES FINANCES PUBLIQUES  
HORS DE CONTRÔLE



**P. 52**  
UNE PRÉFÉRENCE COLLECTIVE  
À REDISTRIBUER PLUTÔT QU'À PRODUIRE



## 2.1 REDONNER ESPOIR AUX FRANÇAIS

**P. 58**  
RÉCONCILIER TRAVAIL ET  
PROGRESSION DU NIVEAU DE VIE



**P. 60**  
FAIRE EN SORTE QUE LE TRAVAIL PAIE MIEUX  
EN ALLÉGEANT LA FISCALITÉ DU TRAVAIL



**P. 62**  
PERMETTRE À CHAQUE JEUNE D'AVOIR ACCÈS  
À UN EMPLOI : LE FLÉAU DES NEETS



**P. 64**  
FACILITER  
LA PROGRESSION SOCIALE



**P. 66**  
DONNER CONFIANCE  
DANS LES NOUVELLES TECHNOLOGIES



**P. 68**  
PERMETTRE UN ACCÈS FACILE  
AUX SERVICES DE SANTÉ



**P. 70**  
EN AVOIR  
POUR SES IMPÔTS



**P. 72**  
AVOIR  
UNE RETRAITE



**P. 74**  
REDONNER L'ENVIE ET/OU  
LA POSSIBILITÉ DE FAIRE PLUS D'ENFANTS



**P. 76**  
REDONNER UN AVENIR  
À LA PLANÈTE



**P. 78**  
PERMETTRE À CHACUN  
D'ENTREPRENDRE



## 2.2 REDONNER CONFIANCE AUX ENTREPRISES

**P. 82**  
UNE VRAIE POLITIQUE  
DE CROISSANCE EN EUROPE



**P. 84**  
ATTIRER EN FRANCE  
DE GRANDS INVESTISSEMENTS D'AVENIR



**P. 86**  
PROFITER DE  
LA RÉVOLUTION DE L'IA



**P. 88**  
MIEUX GÉRER LES FINANCES PUBLIQUES :  
L'EXEMPLE DE L'ÉDUCATION



**P. 90**  
FAIRE DE LA RUPTURE  
ÉCOLOGIQUE UN ATOUT



**P. 92**  
MOINS TAXER  
LES FACTEURS DE PRODUCTION



**P. 94**  
FAVORISER  
LES TRANSMISSIONS D'ENTREPRISES



**P. 96**  
ARRÊTER LA DÉRIVE DES DÉPENSES DE SANTÉ  
PESANT SUR LES ENTREPRISES



**P. 98**  
SIMPLIFIER MASSIVEMENT  
LES CONTRAINTES RÉGLEMENTAIRES



**P. 100**  
SIMPLIFIER MASSIVEMENT LES BARRIÈRES  
À L'ENTRÉE ET LES CONDITIONS D'EXERCICE  
DES ENTREPRISES DE SERVICES



**P. 102**  
DIMINUER LE NOMBRE  
D'INTERLOCUTEURS PUBLICS



**P. 104**  
MIEUX FORMER LES SALARIÉS  
PENDANT TOUTE LEUR VIE



**P. 106**  
ACCÉDER À DES FONDS PROPRES  
POUR FINANCER LA CROISSANCE



**P. 108**  
FINANCER  
LES STARTUPS INNOVANTES



**P. 110**  
FACILITER  
LE DIALOGUE SOCIAL



**P. 112**  
CRÉER LES CONDITIONS D'UNE STABILITÉ ET  
D'UNE LISIBILITÉ DES DÉCISIONS PUBLIQUES



**RETROUVEZ ICI L'ENSEMBLE DES QR  
CODES DES FICHES, PERMETTANT DE  
CONSULTER LES DONNÉES SOURCES  
UTILISÉES POUR LES GRAPHIQUES.**



55 avenue Bosquet – 75007 Paris – Tél. : 01 53 59 19 19

[www.medef.com](http://www.medef.com)

  MEDEF |  @medef

**Rédaction :** MEDEF, sous la direction de Jacques Creyssel et Hélène Madar, coprésidents de la commission Économie, compétitivité et financement, et pilotée par Nicolas End et Anthony Benhamou, avec le concours de Farid Mekchiche et Thibault Dautheville • **Crédits :** Getty Images © BIM (p. 4) ; GlobalP/@lifeonwhite (p. 8) ; Véronique Monin (p. 26) ; Daniel Bartus (p. 36) ; Yanis Ourabah (p. 56) ; Alexander Spatari (p. 80) • **Conception et mise en page**  **ICI BARBÉS** • **Impression :** Wagram Éditions, papiers R4 Chorus Satin et Nevia • **N° ISBN** 978-2-86658-253-1 • **Dépôt légal :** juin 2026.